Vol 17 # 51 • Du 19 au 25 Juin 2024
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Ki moun ki nonmen Normil Rameau Direktè jeneral lapolis la ?

Page 6

NON AUX TROUPES AFRICAINES ET CARICOMIENNES EN HAÏTI !



Voir page 3

Toute nouvelle intervention militaire impérialiste pour soutenir des politiciens bourgeois corrompus n'apportera pas la prospérité et la paix en Haïti

In Haiti, the Masks Come Off

Page 9



Nous exigeons la libération immédiate d'un travailleur dominicain d'origine haïtienne du Central Romana

Page 7

UNE DÉLÉGATION POLICIÈRE D'HAÏTI EN VISITE AU KENYA



Gaza, Palestine, c'est l'humanité assassinée ! Qu'apprenons-nous de ce génocide sur le sionisme et le capitalisme impérialiste ?

Page 10



Voir page 4

« Nous comptons sur votre soutien pour le bien du peuple haïtien, en particulier des femmes et des enfants », a déclaré le Commissaire Divisionnaire Joachim Prophète, à l'inspecteur kényan Japhet Koome.



Mexique : Grève pour des conditions de travail équitables chez ArcelorMittal

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Un autre gouvernement pour une même politique

Par Berthony Dupont

La situation chaotique que connaît le pays marque avec ce nouveau gouvernement le début d'une période qui nourrit plus de craintes que d'espoirs. Justement, c'est une simple modification de la composition du gouvernement fossoyeur au service des capitalistes et des multinationales qui a eu lieu la semaine dernière. Le mercredi 12 juin 2024, en effet, le Conseil Présidentiel a intronisé dans leurs fonctions le Premier ministre Garry Conille et son cabinet ministériel muni de 14 membres qui seront en charge de 18 ministères.

Ce gouvernement, version grandement revue et corrigée du précédent, va permettre à la classe dominante de réajuster sa stratégie politique. Faut-il, par ailleurs, signaler que ce sont les mêmes exécutants qui ne peuvent en rien décider de quoi que ce soit et provenant de la classe politique traditionnelle qui ont réapparu sous d'autres visages ? Dans ces conditions, certainement, aucune solution répondant aux besoins de la population ne peut venir de ces partis ou de ces hommes et femmes politiques soumis, vendeurs de patrie, toujours prompts à mettre en œuvre les plans meurtriers du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale.

Ce nouveau cabinet ministériel est un acte planifié par les puissances impérialistes en accord avec les classes dominantes locales de façon à resserrer la tutelle coloniale et les rangs de leurs troupes au sein de l'appareil d'État en putréfaction. Alors, que pouvions-nous attendre en contrepartie ? Rien, sinon, des résolutions jamais appliquées. Des promesses non-tenues. La déstabilisation à outrance de notre pays et naturellement la volonté populaire encore ignorée.

Il est navrant de constater que les impérialistes, auteurs de nos malheurs, pensent qu'avec ce nouveau gouvernement ils sont sur la bonne voie, par le fait que leur gouvernement a été installé sans la moindre critique du système de domination impérialiste s'apprêtant à déployer une force d'occupation étrangère dans le pays. Se réjouissant même, qu'il n'y ait eu aucune manifestation des masses rebelles, celles désireuses de s'affranchir de toute tutelle étrangère. Le slogan systématique de *« transition de rupture »* exprimant un profond désir de changement, semble être effacé du tableau des revendications populaires.

Ainsi, la Communauté occidentale, pleine de satisfactions se réjouit de ses propres œuvres sinistres en Haïti. A l'exemple des Etats-Unis qui saluent avec fierté l'installation de leur nouveau gouvernement en ces termes : « *L'ambassadeur Hankins est heureux d'avoir assisté à la cérémonie d'investiture du Premier ministre Garry Conille et de son gouvernement. Il s'agit d'une étape positive et importante vers l'inclusion, la sécurité et les prochaines élections. Nous sommes impatients de travailler avec le nouveau gouvernement haïtien pour relever les nombreux défis auxquels la nation est confrontée. Un gouvernement responsable et réceptif est essentiel pour assurer la prospérité de tous les Haïtiens.* » Par ailleurs, l'ambassadeur de France, Fabrice Mauriès, sur son compte X s'est exprimé ainsi : *« J'ai assisté aujourd'hui à la cérémonie d'installation du Premier ministre Garry Conille et du cabinet ministériel. Tous les vœux de succès de la République française accompagnent le gouvernement de la République d'Haïti.»*

De son côté, l'ambassadeur du Canada à Port-au-Prince, André François Giroux, a déclaré *« Toutes nos félicitations au Premier ministre et aux nouveaux membres du cabinet. Nous nous réjouissons à l'idée de travailler ensemble et de continuer à soutenir la transition en Haïti, qui ouvre la voie à des élections et un avenir meilleur pour son peuple. »*

Ne voulant pas manquer à cette fête symbolique de victoire, le Royaume-Uni s'est mêlé de la partie en affirmant : *« Le Royaume-Uni félicite les parties prenantes haïtiennes et salue la formation du nouveau gouvernement, tout en espérant que cela ouvrira la voie à la stabilité et à l'amélioration des conditions de sécurité pour le peuple haïtien qui souffre tant. Ainsi, le Royaume-Uni travaille activement avec les partenaires internationaux pour honorer l'engagement de 5 millions d'euros en faveur de la Mission multinationale d'appui à la sécurité».*

Quant à l'ambassadeur de l'Union européenne en Haïti, l'Italien Stefano Gatto, il prétend que ce qui vient de se réaliser *« représente une étape importante sur la voie de la réponse aux besoins urgents des Haïtiennes et Haïtiens en matière sécuritaire, économique et sociale, ainsi que des engagements pris sur l'organisation de futures élections et au retour à l'ordre constitutionnel ».*

Et pour fermer les portes de ce concert de salutations, Maria Isabel Salvador, la représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en Haïti et cheffe du Bureau Intégré des Nations-Unies en Haïti (BINUH), a évoqué sur la plateforme sociale X *« Nous restons déterminés à soutenir les autorités haïtiennes, y compris le nouveau gouvernement, dans les domaines de la gouvernance, de la sécurité, des droits de l'homme et des élections. »*

Toutes ces caricatures de messages sont des armes de destruction massive pour provoquer la chute du pays, dans l'espoir de pouvoir continuer leur jeu ignoble à agir consciemment à l'encontre des intérêts du peuple haïtien. Ce qu'il faut comprendre, dès que l'Occident est en joie sur un dossier comprenant Haïti, cela signifie que le pays va saigner quelque part, que le peuple va être en larmes et qu'un nouveau « coup de Jarnac » est en préparation contre lui.

Ce sont là des signes de plus en plus évidents, illustrant que la classe politique bourgeoise au pouvoir plongée à corps perdu dans un tourbillon de compromission avec les forces impérialistes nous entraîne davantage dans un abime profond de catastrophes politiques successives.

A ce stade, tout est-il irrémédiablement irréversible ? Non ! Donc, le droit du peuple haïtien à disposer de lui-même, est légitimement sacré à se débarrasser vaillamment de l'impérialisme. Les masses ouvrières doivent trouver la solution en comptant sur leurs propres forces afin de combattre l'appareil bourgeois impérialiste de façon à mettre en déroute ce nouveau gouvernement engagé pour une politique de misère et d'injustice sociale.

On n'a qu'un seul devoir, celui de détruire les pouvoirs fantoches des laquais, des opportunistes de la classe politique au service de l'impérialisme. Lénine l'avait bien enseigné dans « L'État et la Révolution » que : « *l'affranchissement de la classe opprimée est impossible (…) sans la suppression de l'appareil du pouvoir d'État qui a été créé par la classe dominante ».*

Non aux troupes africaines et caricomiennes en Haïti !



Des policiers kenyans



Débarquement de chars en Haïti par les Etats-Unis pour préparer son intervention militaire



L'ambassadeur américain Dennis Bruce Hankins flanqué de l'Etat major de la police est le chef des opérations à l'aéroport Toussaint Louverture



Des Forces canadiennes sont déployées en Jamaïque pour l'opération HELIOS afin de former les troupes de la CARICOM pour la mission internationale en Haïti

Par le Mouvement socialiste des travailleurs

Le gouvernement impérialiste des États-Unis a réussi, à travers la Caricom, à former un Conseil présidentiel en Haïti composé du PHTK et de Lavalas, deux partis bourgeois qui, avec les impérialistes, portent une bonne part de responsabilité pour avoir conduit le pays à la crise actuelle. Après deux ans d'efforts infructueux avec le Canada, le Brésil et d'autres gouvernements pour tenter de les persuader d'entreprendre l'occupation militaire d'Haïti, les États-Unis ont également engagé les gouvernements de la Caricom et du Kenya et d'autres gouvernements africains à intégrer une mission d'occupation, similaire à celle de la Minustah bien que plus faible.

Nous considérons qu'une nouvelle intervention militaire impérialiste pour soutenir des politiciens bourgeois corrompus n'apportera pas la prospérité et la paix à Haïti, mais au contraire elle donnera une continuité au type d'ingérence qui a été crucial pour le développement de la crise actuelle. Même si elle parvient temporairement à rendre à la bourgeoisie haïtienne un certain contrôle territorial dans la capitale, cette intervention ne résoudra aucun des problèmes fondamentaux du pays.

Un large mouvement international de solidarité avec Haïti est nécessaire pour soutenir l'autodéfense populaire du mouvement Bwa Kale contre les gangs, l'annulation de la dette extérieure d'Haïti, le paiement d'indemnisations et de réparations pour les vols coloniaux perpétrés par la France et les États-Unis. , la confiscation des propriétés et des comptes bancaires du corrompu Petrocaribe en Haïti et à l'étranger et que ces ressources soient utilisées pour garantir l'accès à l'eau, à l'électricité, à la nourriture et aux sources de travail pour les masses haïtiennes.

Le Conseil présidentiel imposé par les États-Unis, et la Primature dirigée par un agent des Clinton, ne représentent pas les intérêts des travailleurs. Il est nécessaire de construire un front d'organisations ouvrières et populaires pour exercer une opposition efficace, luttant pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de vie, dans la perspective de construire un gouvernement de classe ouvrière.

Mouvement Socialiste des Travailleurs de la République Dominicaine 17 juin 2024

Une délégation policière d'Haïti en visite au Kenya



La réunion s'est tenue au siège du Service National de la Police (NPS), à Nairobi



De gauche à droite le Président Ruto et le Premier ministre Trudeau en Suisse. Ils ont convenu de rester en contact étroit et se sont dits enthousiastes à l'idée de poursuivre leur coopération



Une délégation de la police haïtienne en décembre dernier au Kenya



Le Commissaire Divisionnaire Joachim Prophète et ci-dessus un autre policier non identifié lors d'une réunion au siège du NPS, à Nairobi, le 18 juin 2024

Par Isabelle L. Papillon

Une délégation de dirigeants de la police haïtienne a participé le mardi 18 juin 2024 au Kenya à une rencontre avec l'inspecteur général de la police kenyane, Japhet Koome. Il s'agissait du Commissaire Divisionnaire Joachim Prophète, du chef du Swat Merson Robinson et un autre policier non identifié.

La réunion s'est tenue au siège du Service National de la Police (NPS), à Nairobi. Quel a été l'objectif de cette réunion se demande plus d'un ? Est-ce toujours en perspective des 1 000 officiers kenyans qui devraient faire partie de la mission d'occupation que préparent les Etats-Unis pour la fin du mois de Juin 2024 sous prétexte d'une mission multinationale de maintien de la paix?

D'ailleurs, il faut rappeler qu'au mois de Décembre 2023 dernier, une délégation de la PNH ayant à sa tête le chef de la police d'alors Frantz Elbé se trouvait en visite à Nairobi, au Kenya pour rencontrer son homologue Japhet Koome. Jusqu'à nos jours, rien n'a été dévoilé sur les retombées de cette rencontre, autre que la police kényane sur son compte X (anciennement Twitter) avait indiqué que des « *discussions bilatérales autour de la sécurité* » avaient eu lieu. Serions-nous dans le même cas de figure avec cette nouvelle réunion dont la presse en Haïti n'a même pas été informée.

Pendant que se déroulait cette réunion à Nairobi, la police kenyane affrontait des manifestants anti-fiscalité dans les rues. « *Nous comptons sur votre soutien pour le bien du peuple haïtien, en particulier des femmes et des enfants* », a déclaré le Commissaire Divisionnaire Joachim Prophète, responsable de la police haïtienne, à l'inspecteur kenyan Japhet Koome qui lui-même a rendu la politesse en ces termes « *Nous sommes prêts et déterminés à venir apporter notre aide chaque fois que cela est nécessaire* ».

La délégation haïtienne a assuré aux Kenyans, qu'Haïti accorderait au contingent kenyan tout le soutien nécessaire pour faire de la mission un succès. Elle a également rencontré les commandants des 1 000 officiers kenyans qui devraient être déployés. Cette réunion a été suivie par Douglas Kanja, le service de police de la DIG Kenya, et Noor Gabow, le service de police de l'administration de la DIG, qui est le principal officier du NPS de la mission en Haïti.

Le Kenya va s'adonner à la formation de certains policiers haïtiens. En cette circonstance, la délégation haïtienne à Nairobi a profité pour visiter les casernes où auront lieu les exercices de formation.

Par ailleurs, lors du sommet du G7 en Italie, tenu du 13 au 15 juin 2024, le président du Kenya a profité pour exprimer sa gratitude envers la France et l'Algérie pour leur soutien à la Mission multinationale en Haïti. William Ruto avait declaré sur son compte X «*Je suis heureux que la France soutienne le Kenya dans la mission des Nations Unies dirigée par le Kenya en Haïti* ». Pour ajouter ensuite « *Nous remercions également l'Algérie pour son soutien financier à la mission de sécurité des Nations Unies en Haïti dirigée par le Kenya* »

Dans la même veine, selon le bureau du Premier ministre canadien Justin Trudeau, ce dernier avait rencontré le président du Kenya, William Ruto, en marge du Sommet sur la paix en Ukraine tenu à Lucerne, en Suisse du 15 au 16 juin 2024.

Les deux dirigeants ont entre autres discuté de la crise en cours en Haïti. Ils ont évoqué les progrès entourant le déploiement de la Mission multinationale de soutien à la sécurité (MMSS) et ont exploré ensemble comment ils pourraient accroître leur coopération bilatérale pour favoriser le rétablissement de la stabilité en Haïti. Le premier ministre Trudeau a exprimé sa gratitude pour le leadership du Kenya et a réitéré la volonté du Canada de soutenir Haïti en cette période de crise et au-delà.

Les collaborateurs liés à l'USAID envisagent les envois de fonds de la diaspora pour les taxer et les réorienter



Kesner Pharel, directeur général du cabinet de conseil Group Croissance, lié à l'USAID, a contribué à l'organisation du sommet de Miami sur la réorientation des envois de fonds

Par Travis Ross*

Le Haitian Times a récemment publié un article de Dieudonné Joachim sur un « sommet révolutionnaire », tenu à Miami, où « des experts et des chefs d'entreprise influents se sont réunis » pour discuter du « *potentiel inexploité des envois de fonds* » de la diaspora haïtienne.

Le « Sommet financier international » s'est tenu les 6 et 7 avril au Miami Airport Convention Center et s'est concentré sur la réorientation des envois de fonds de la diaspora provenant des dépenses « pour consommation immédiate » des membres de la famille en Haïti vers des fonds « d'investissement en actions », a rapporté Joachim. Les intervenants du sommet ont fait valoir que ce « changement stratégique » pourrait potentiellement « débloquer un développement économique durable en favorisant les partenariats avec des entreprises établies ».

Selon un rapport de l'Institut haïtien de statistique et d'information (IHSI), les transferts de la diaspora haïtienne ont totalisé 3,8 milliards de dollars en 2023 et représentent environ 20 % du produit intérieur brut d'Haïti.

Joachim note qu'« une étude du Programme des Nations Unies pour le développement de 2022 montre que les envois de fonds de la diaspora haïtienne sont quatre fois supérieurs aux exportations du pays et près de 100 fois supérieurs aux investissements directs étrangers ».

Les intervenants au sommet s'accordent sur le fait que la majorité des envois de fonds vers Haïti sont consacrés à la « consommation ». Joachim cite un rapport de 2006 de l'économiste Manuel Orozco réalisé pour la Banque interaméricaine de développement (BID). Selon Joachim, l'analyse d'Orozco montre que « 80,9 % des envois de fonds sont dépensés en nourriture », même si cette statistique n'a pas pu être confirmée.

Étant donné que la plupart des envois de fonds envoyés à Haïti sont consacrés aux besoins quotidiens, en particulier à la nourriture, il est peut-être surprenant que les intervenants se soient montrés enthousiastes à l'idée de rediriger les envois de fonds vers des fonds d'investissement et des partenariats avec des « entreprises établies ».

L'analyse des intervenants du sommet est révélatrice.

Les présentateurs du sommet sont liés à l'USAID et à une initiative du Département d'État américain

Rémy Telfils, PDG de Café Lux, est également intervenu lors du sommet. Il « s'est dit préoccupé par l'utilisation de l'argent de la diaspora pour importer des produits alimentaires », ce qu'il considère comme « un cycle contre-productif ».

Le logo du Département d'État américain apparaît sur le site Internet de Café Lux. Café Lux a été fondé grâce au soutien du programme *Global Innovation through Science and Technology (GIST)* du Département d'État.

Selon son site Internet, l'Initiative GIST aide les participants à « accéder au financement » grâce à des « connexions directes avec des experts américains », avec des partenaires comme les géants de la technologie Amazon et Microsoft.

Bernice Charles, PDG de Cosmos Solution, a également pris la parole lors du sommet. Elle est membre de l'Initiative des jeunes leaders des Amériques, organisée par le DoS.

Charles est également membre de l'Action Diplomatique et Sociale-Haïti (ADIS-Haïti). La page Facebook de l'ADIS décrit l'organisation comme étant dédiée aux « jeunes professionnels dans le domaine des relations internationales », mais elle semble inactive pour le moment.

Un article de Loop Haiti News décrit un événement ADIS-Haïti qui révèle l'orientation de l'organisation. Le 28 mai 2018, les membres de l'ADIS-Haïti ont visité les bureaux de l'Organisation des États Américains (OEA), où alors l'Ambassadeur Cristobal Dupouy a fait une présentation. Un responsable anonyme de l'OEA, qui dirigeait à l'époque trois projets de l'USAID en Haïti, a donné une conférence après celle de Dupouy.

Deux éminents intervenants du sommet sont directement impliqués dans le programme de renforcement de la société civile (CSSP) de l'USAID. Qu'est-ce que le CSSP ?



Bernice Charles, PDG de Cosmos Solution, était l'une des organisatrices du Sommet de Miami.



Trois panélistes non identifiés lors du « Sommet financier international » les 6 et 7 avril à Miami, où la réorientation des envois de fonds a été discutée

Programme de renforcement de la société civile de l'USAID

Le CSSP fait partie de la deuxième phase du « Plan stratégique décennal pour Haïti » de Washington. Il prétend s'attaquer aux « causes profondes de l'instabilité » et « met fortement l'accent sur le partenariat avec les dirigeants et les parties prenantes haïtiens » avec un « plan de communication stratégique » pour « garantir que les efforts financés par le gouvernement américain soient efficacement amplifiés dans tout le pays ».

Des plans sont en cours pour « approfondir l'engagement avec la société civile haïtienne, y compris les groupes religieux et les ONG, ainsi qu'avec d'autres donateurs internationaux, les organisations de la diaspora haïtienne et les organisations multilatérales ».

L'USAID a officiellement annoncé le CSSP pour Haïti le 21 octobre 2022. Ce programme fait partie des premières mises en œuvre de la phase deux et a été officiellement lancé le 11 janvier 2023 au Cap Haïtien.

Un communiqué de presse de l'ambassade américaine explique que l'objectif du CSSP est de « renforcer les capacités des organisations de la société civile [OSC] haïtiennes, y compris les organisations confessionnelles, les groupes locaux et ceux qui travaillent avec la diaspora qui sont enregistrés et opèrent en Haïti. » Les OSC qui participeront seront « mieux équipées pour développer, mettre en œuvre et suivre leur plaidoyer », explique le communiqué de presse.

L'USAID explique qu'« il existe un besoin crucial » pour les OSC haïtiennes de collaborer et « d'étendre leur impact » et « leur influence sur les politiques publiques et la prise de décision ». L'un des principaux objectifs du CSSP est de « soutenir des relations de travail productives entre les organisations de la société civile et les acteurs du développement, y compris, mais sans s'y limiter, le gouvernement local/central, le secteur privé et les principaux donateurs ».

Avec le CSSP, le gouvernement américain vise à développer son réseau d'OSC, qui sont conformes aux intérêts américains, tant en Haïti que dans la diaspora haïtienne.

La première phase du « Plan stratégique décennal pour Haïti » – le déploiement de la Mission multinationale de soutien à la sécurité (MSS) – ainsi que la deuxième phase permettront effectivement à Haïti de redevenir une colonie américaine, comme elle l'était de 1915 à 1934 lorsque les Marines américains l'ont occupée, de par son statut actuel de néo-colonie (nominalement politiquement indépendante mais complètement dominée économiquement).

Ce déclassement au statut colonial se produira sous le MSS – une force d'occupation par procuration – tandis que les OSC et les groupes de « droits de l'homme » soutenus et financés par l'USAID (et la NED) guideront la reconstruction d'Haïti vers une société entièrement redevable aux intérêts américains.

Cela créera une façade d'accord haïtien ou de « consensus » (c'est-à-dire de respect) avec la domination américaine sur Haïti. Ces OSC et groupes de « droits de l'homme » fourniront des porte-parole et des dirigeants qui pourront consciencieusement répéter les points de discussion de l'USAID et du Département d'État. L'USAID, grâce à son « plan de communication stratégique », peut « garantir que les efforts financés par le gouvernement américain soient efficacement amplifiés dans tout le pays » grâce à son réseau d'OSC et de groupes de défense des droits de l'homme.

Deux éminents conférenciers du Sommet sont directement liés au CSSP

Cette façade jouait au sommet.

Le premier intervenant du sommet dont l'organisation est directement impliquée dans le CSSP est Kesner Pharel, directeur général du cabinet de conseil Groupe Croissance. Pharel a contribué à l'organisation du sommet et anime également l'émission du Grand Rendez-vous Economique sur Radio Télé Métropole.

Le Groupe Croissance figure parmi les « partenaires » de Papyrus, qui gère la mise en œuvre du CSSP de l'USAID.

L'USAID identifie Papyrus comme l'un de ses « partenaires locaux » en Haïti.

Papyrus est une « société de gestion à responsabilité limitée » privée à but lucratif qui opère en Haïti depuis 2007 et a collaboré avec l'USAID pour gérer « plusieurs projets de grande valeur et à haute visibilité pour le secteur privé et les donateurs en Haïti ».

Fondé en 1994, le Groupe Croissance a géré plusieurs projets de l'USAID. Leur site Web met également en valeur leur travail pour le Forum économique mondial et met en évidence DevHaiti, une publication de l'USAID qui se concentre sur le développement économique en Haïti.

Un document de référence de l'USAID explique que le Groupe Croissance jouera un rôle d'intermédiaire entre l'USAID, le gouvernement haïtien et certaines OSC. Papyrus et le Groupe Croissance « resteront informés » des « priorités et plans territoriaux » du gouvernement haïtien afin d'aider « à identifier les opportunités de collaboration entre les OSC et à construire de larges alliances ».

Le deuxième intervenant dont l'organisation est impliquée dans le CSSP est le Dr Guerda Nicolas, président d'Ayiti Community Trust (ACT). Basée à Miami, en Floride, ACT est une fondation dont la mission est de « soutenir et soutenir l'innovation en matière de développement à Ayiti dans les domaines de l'éducation civique, de l'environnement et de l'entrepreneuriat ».

Le même document de référence explique que le CSSP « canalisera une part importante des fonds du programme vers les OSC sous forme de subventions et mobilisera les ressources clés de la diaspora via des fondations privées comme Ayiti Community Trust ».

L'accent mis par l'ACT sur l'entrepreneuriat semble s'aligner sur l'accent mis par l'USAID sur les politiques néolibérales « basées sur le marché ».

Le principal partenaire d'ACT est la Fondation Miami, mais aussi La Grande Fondation d'Haïti (GFH), organisée et fondée par l'USAID.

Un rapport intitulé « Haiti's New Konbit To Compete 2020 » explique que l'USAID, dans le cadre de son programme Konbit, vise à « éduquer et motiver la communauté philanthropique d'Haïti à mieux cibler et exploiter ses investissements sociaux ». Le rapport explique que « *Konbit a facilité la création d'une alliance formelle de fondations et*

suite à la page(16)



De gauche à droite : Dr Guerda Nicolas, co-fondatrice d'Ayiti Community Trust, Karine Jean-Pierre, aujourd'hui porte-parole de presse de la Maison Blanche, et Dr Guitele Nicoleau, directrice exécutive d'Ayiti Community Trust lors du 14e Brunch annuel des dames haïtiennes en octobre 2019.

Ki moun ki nonmen Normil Rameau Direktè jeneral lapolis la ?



Normil Rameau

Kesyon k ap poze toupatou, nan tout lari, nan tout koridò, se ki fòs nan peyi li retounen ak Normil Rameau e poukisa ? Se pa Konseye prezidansyèl yo, se pa Premye minis Garry Conille tou, sèl moun ki gen pouvwa sa a, se anbasadè meriken an Ayiti a Dennis Bruce Hankins. Nou sonje nan lane 2006, Rene Preval te deklare se pa limenm ki nonmen Mario Andresol, chef lapolis la, se menm bagay la ki rive la a pirèd.

Se yomenm tou ki te voye Leon Cherles bay Jovenel Moise pou ranplase Normil Rameau, se menm yomenm lan ankò ki tounen ak li pou ranplase Frantz Elbe. Rameau Normil, te sòti nan katriyèm pwomosyon PNH la, li retounen nan yon pozisyon li konnen byen, paske li te deja okipe l kòm direktè jeneral pwovizwa.

Normil fè karyè li nan plizyè enstitisyon anvan ki te rive nan tèt lapolis la. Li pase nan Enspeksyon Jeneral la, Direksyon Jeneral la, Brigad Afè Kriminèl la ak Inite Santral Entèlijans Finansye (UCREF). Li te dirije tou Direksyon Santral Polis Jidisyè a (DCPJ), kote li fè yon bon travay.

Retou Rameau Normil nan tèt PNH la, se yon kesyon enpòtan tout moun ap poze. Sitou jan polisye yo te maltrete l, yo pat gen okenn respè Rameau. Se sèlman anbasad meriken ki konnen poukisa li tounen ak Normil Rameau nan tèt lapolis la.

Bon vwayaj Tant Kam, N ap toujou sonje w !



Jou mèkredi kite 12 Jen 2024 la vè 7 tè 58 nan maten nou te aprann nouvèl lanmò Carmelle Raphaël. Li te gen 86 lane, tout moun te konnen l sou non Kam. Nouvèl sa a pat fè okenn moun plezi ditou.

Kam te kouche malad depi 7 mwa lopital, soti 7 janvye 2024 pou rive nan maten Mèkredi 12 juin 2024 sa a.

Kam te fèt 12 novanm 1938 nan vil Miragwàn. Li mouri kite 5 pitit.

Bon vwayaj Tant Kam, Nou pap janm bliye w !

Bissainthe Anneseau

Rèl

Se dat
Y ap chache yon jan
Yon jan pou yo
Anpeche nou viv
Anpeche nou goumen
Pou yon demen miyò

Noumenm pitit solèy
Noumenm pitit lawont
Noumenm esplwate
K ap viv nan malsite

Se pa kat pawòl
Yo pa di sou nou
Pawòl repiyans
Kòm ki dire
Se nou ki renmen
Se nou ki chwazi
Pou nou viv nan salte

Se pa kat kostim
Yo pa taye pou nou
Kostim chaloska
Lwijanboje
Kadejakè
Kidnapè
Atoufè aryennafè
Chimè
Dechèlanmè
Pou yo maspinen nou
Pou yo sasinen nou

Noumenm pitit solèy
Noumenm pitit site katon
Noumenm ki konnen vre
Move gou lamizè genyen

Se pa ti kras malè
Ki pandye site Solèy
Solèy kouche granjou
Grangou fè moun fou
Cha krazezo ap pase
Alevini
Sou zo bwa tèt nou
Cha lanmò alevini
Granjounen
Ap ranmase moun
Moun ak mwèl tèt yo gaye
Moun lapolis detripe
Moun sòlda minista depatya

Nan Site Solèy
Fyèl moun ap pete
Tankou zwazo
Chasè ap tire
Sou branch bwa

Eske nou se pitimi sangadò ?
Eske nou se bannann mi
Pou dan pouri vin pran piyay ?
Nou pa pè tanpèt
Baboukèt
Nou pap pran kou
San renmèt

Noumenm pitit solèy
Se lan je nou gade danje
Se sa k fè nou
Pi djanm
Pi wouj
Pi cho
Pou nou fè solèy leve
Solèy solidarite
Kanmarad Bèlè
Ak Delma te montre nou
Solèy libète vanyan zansèt yo
Te mouri kite pou nou

Noumenm pitit solèy
Pitit site katon
Noumenm esplwate
K ap viv nan malsite
Site Solèy !
De grenn je nou !
Vyèypeteje nou !
Site Solèy !
Nou pap kouri kite w
Nou anndan ou
Tankou kouto
Nan kè yanm
Site Solèy !
N ap avè w
Jouk mayi mi
Jouk rivyè liberasyon an
Desann
Nan peyi nou….Ayiti !

Berthony Dupont

Nous exigeons la libération immédiate d'un travailleur dominicain d'origine haïtienne du Central Romana



Nous exigeons la libération immédiate de Miti Senvil, jeune travailleur de la canne à sucre de vingt-cinq ans, employé de Central Romana

Movimiento Reconocido (Mouvement reconnu)

L'organisation Corporate Accountability Lab (CAL) a documenté la détention arbitraire de Miti Senvil, un jeune travailleur de la canne à sucre de vingt-cinq ans, employé de Central Romana, né en République Dominicaine et en situation d'apatridie suite à l'inconstitutionnalité et sentence raciste 168-13 de la Cour constitutionnelle. Selon les informations publiées par cette organisation non gouvernementale, il semblerait que Senvil ait été injustement criminalisé en représailles pour avoir tenté de promouvoir l'organisation syndicale et pour avoir dénoncé des conditions de travail abusives à Central Romana, comme celles qui ont été documentées dans de nombreux journaux nationaux et internationaux rapportent des plaintes internationales qui, après de nombreuses années d'accumulation, ont conduit à des sanctions de la part du gouvernement américain, l'empêchant d'exporter du sucre et d'autres produits vers ce pays pour s'être livrés à des pratiques de travail forcé.

Selon la plainte de CAL, Senvil a été arbitrairement arrêté par des membres de la sécurité privée de Central Romana le 2 mars 2024, près de Batey Agua Blanca, et remis aux autorités. Cette procédure démontre une fois de plus le caractère paramilitaire du corps répressif privé au service de l'entreprise, érigée en État dans l'État. Sans aucune preuve, l'entreprise accuse Senvil d'avoir brûlé de la canne à sucre, une accusation que l'entreprise a utilisée dans le passé pour criminaliser les tentatives de syndicalisation indépendante. Un tribunal d'El Seibo lui a imposé abusivement trois mois de détention préventive en raison de son statut d'apatride, alléguant que cette condition impliquait un manque de racines et un risque d'évasion, démontrant une fois de plus la validité d'un régime officiel de discrimination raciale avec des éléments de l'apartheid. L'application d'un tel critère à des personnes en situation d'apatridie équivaut à une criminalisation et à une pénalisation de l'apatridie, un critère évidemment discriminatoire et inconstitutionnel qui viole les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Nous exigeons la libération immédiate de Miti Senvil. Nous dénonçons la complicité du ministère public et du ministère du Travail avec Central Romana et avertissons que le gouvernement et l'entreprise continuent d'imposer le travail forcé au détriment des travailleurs dominicains d'origine haïtienne et des immigrants haïtiens, persécutant et criminalisant ceux qui dénoncent leur travail inhumain et des pratiques illégales. Nous appelons les organisations défendant les droits des personnes noires et afro-descendantes dans le monde à élever la voix et à exiger la fin du travail forcé et de l'apatridie raciste en République dominicaine, et nous exigeons que le ministère public et le système judiciaire renoncent à leurs efforts une procédure judiciaire contre Miti Senvil et le libérer à l'audience du 12 juin.

Movimiento Reconocido (Mouvement reconnu)
12 Juin 2024
Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine
13 Juin 2024

Hayti les masques tombent !



Des membres du gouvernement du Premier ministre Garry Conille lors du déjeuner à la Villa d'Accueil, sa résidence officielle, lors de leur installation le 12 juin. Le deuxième à droite est le ministre de l'Éducation Antoine Augustin

Par Henriot Dorcent

Il y a un vieil adage qui dit dans notre vernaculaire : « *twou manti pa fon* ». A partir de la désignation de Gary Conille comme Premier ministre et de son installation, et de l'installation de son gouvernement, et du nouveau chef de la police nationale d'Hayti, les masques tombent, les masses populaires et les progressistes ne peuvent se laisser plus berner par cette parodie de transition politique imposée par les gouvernements impérialistes des pays du Core groupe, particulièrement des USA.

L'autre a dit : « *A quelque chose Malheur est bon* »; l'avènement de cette transition imposée par l'impérialisme américain nous permet d'identifier tous les vendeurs de patrie de tous les secteurs représentés dans ce Conseil présidentiel qui, s'ils n'avaient pas réclamé la force multinationale d'occupation du pays, capitulent soit par opportunisme sans vergogne, soit pour se refaire une santé économique dans ce partage de gâteau pour s'allier au régime dévastateur du PHTK.

Je ne me surprends pas qu'un ancien camarade de l 'Assemblée Populaire National APN et de la direction de la Feneh, Fédération Nationale des étudiants Haytiens des années 80-90, Antoine Augustin, (Tenten) puisse s'allier aujourd'hui avec le régime PHTK, et pour comble d'ironie, les soi-disant membres du Parti Populaire National PPN saluent l'arrivée d'Antoine Augustin au Ministère de l'éducation Nationale dans une conférence de presse. Quelle Déception!

En effet, il travaillait déjà avec la racaille de politiciens Gnbistes dans l'accord de Montana, en essayant de tromper la vigilance des masses populaire avec une rhétorique de transition de rupture.

Désormais, les masses populaires sont conscientes de cette mise sous tutelle d'Hayti, commencée depuis 2003-2004, car depuis 1914-1915 ce sont les autorités américaines qui décident de la politique et de l'économie d'Hayti. Ce sont les autorités américaines qui décident de la formule de cette transition et ont invites les partis politiques traditionnels représentant les intérêts de bourgeois et des macoutes, ce sont les autorités américaines qui désignaient le premier ministre de la transition, ce sont les autorités américaines qui ont sélectionné le nouveau chef de la police nationale, nul ne peut être directeur général ou ministre dans l'administration publique d'Hayti sans l'approbation des autorités américaines. Les élections à venir seront financées par les USA, et ce seront les autorités américaines qui vont choisir les députés et sénateurs en plus du président de la république et de son gouvernement.

Les masses populaires sont exclues de la vie politique nationale comme d'habitude. Tant que l'avant-garde progressiste de la lutte de libération nationale ne veut pas identifier l'ennemi fondamental des masses populaires et les faire prendre conscient de l'importance de leur participation engagée dans la lutte de libération nationale, la révolution n'aura pas lieu.

L'avant garde progressiste doit comprendre que l'insécurité dans la zone métropolitaine et de certaines villes et sections communales du pays a été programmée pour justifier la nouvelle occupation militaire d'Hayti et la réduction de notre population selon les caprices des Apôtres malthusiens de l'impérialisme occidental pour une mainmise sur les ressources minières du pays.

Cette transition ne sera pas la dernière, le gâteau ne sera pas partagé équitablement, les contradictions vont se multiplier, d'anciens domestiques de l'impérialisme occidental se révolteront contre leurs anciens maîtres; les sorties médiatiques d'un Guy Philipe dénonçant l'impérialisme occidental, prouvent que nous avons toujours mené le bon combat de la dénonciation de l'impérialisme occidental.



Professeur Antoine Augustin Ministre de l'Éducation Nationale et également de la Culture et de la Communication

Il est de notre devoir de progressiste de lutter avec les masses populaires pour une vraie transition de rupture pour la reconquête de notre souveraineté nationale, la seule option pour reprendre notre dignité.

Par devant tous les autres peuples frères du monde entier, Proclamons qu'Hayti ne faillira pas; c'est notre historique engagement avec notre devise de toujours: "*LIBERTE OU LA MORT*".

Garry Conille, un successeur imposé pour remplacer Ariel Henry



La désignation du Dr Garry Conille comme Premier ministre n'est une surprise pour personne en Haïti ni dans la diaspora

Par Catherine Charlemagne

(1e partie)

Enfin! Depuis le mercredi 12 juin 2024, Haïti a un nouveau gouvernement intérimaire. Il a succédé à celui de l'ex-Premier ministre Ariel Henry qui, lui-même, a été remplacé par Garry Conille venu directement de l'ONU. Il est Directeur régional de l'UNICEF. Mais, pour parvenir à ce stade, que de péripéties et de combinaisons. Tout d'abord, il y a eu un long processus entamé par le Conseil Présidentiel de Transition (CPT) en date du 12 mai 2024, soit deux mois après la démission officielle du chef du gouvernement de Transition. Une démission obtenue par le feu croisé des manifestations anti-gouvernementales et le soulèvement armé des gangs de la région métropolitaine de Port-au-Prince le jeudi 29 février 2024, alors même que l'occupant de la Primature se trouvait à l'étranger. Suite à cette démission forcée, les protagonistes haïtiens avaient du mal à obtenir un consensus pour remplacer le pouvoir déchu. Il aura fallu donc le concours et surtout le diktat de la Communauté internationale, notamment de Washington via la CARICOM, pour qu'enfin une solution plus ou moins acceptable par tous les acteurs puisse être trouvée.

C'est le fameux Conseil Présidentiel de Transition composé de 9 membres dont deux n'ayant pas droit de vote qui devrait jouer le rôle de chef du Pouvoir exécutif. Là aussi un processus qui a mis beaucoup de temps avant sa concrétisation. D'où ce retard dans la nomination d'un nouveau Premier ministre qui devait prendre les rênes de l'Administration publique haïtienne en vue de préparer le terrain pour l'organisation d'élections générales dans le pays afin de clore la première tranche de la transition commencée depuis l'assassinat du Président Jovenel Moïse en juillet 2021. Avant l'arrivée de ce nouveau Cabinet ministériel dirigé par Garry Conille, c'est le Conseil des ministres, placé sous l'autorité de l'un d'entre eux, le ministre de l'Économie et des Finances, Michel Patrick Boisvert, Premier ministre par intérim, qui assurait la continuité de l'État ou exécutait les affaires courantes même après la nomination du successeur d'Ariel Henry. Après maintes tergiversations entre les 9 Conseillers-Président, le samedi 11 mai, la décision a été enfin prise d'ouvrir les inscriptions pour le poste de Premier ministre. C'est une note du bureau de la présidence haïtienne qui avait avisé le public et les intéressés que le processus était entamé.

« Le Bureau de Communication de la présidence informe le public en général et les secteurs formant le Conseil Présidentiel de Transition, les partis politiques ainsi que les autres organisations adhérant à l'Accord politique pour une transition pacifique et ordonnée du 3 avril 2024, en particulier, que le CPT procède à l'ouverture officielle des candidatures au poste de Premier Ministre, dans le cadre de la mise en place de la gouvernance de la transition. Les pièces des candidates et des candidats seront reçues, du 13 au 17 mai 2024, sous pli cacheté, à la Villa d'Accueil, sise à Musseau et à l'adresse électronique suivante: secretariatgeneralpresidence24@Gmail.com

Conformément à l'article 6 de l'Accord du 3 avril 2024, les candidatures doivent être présentées obligatoirement par les secteurs formant le CPT ou adhérant audit Accord. Les pièces des candidates et des candidats doivent être accompagnées d'une lettre d'adhésion du secteur à l'Accord en question. En référence aux articles 51, 52 et 52.1 de l'Accord du 3 avril 2024 et compte tenu de l'urgence de mettre en place le Pouvoir exécutif de transition, les candidates et les candidats doivent s'engager par acte notarié à soumettre, au plus tard trente (30) jours après l'installation du Premier ministre, les pièces suivantes, sous peine de sanctions conformément à la loi : Certificat de police délivré par la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ) ou un casier judiciaire délivré par le TPI; Déclaration définitive d'impôt sur le revenu ; Certificat de Déclaration de Patrimoine », indiquait le communiqué de la présidence en date du 12 mai 2024.

Un concours qui allait donner lieu à une sorte de dérive dans la mesure où des individus de toute sorte allaient quasiment envahir la Villa d'Accueil pour faire acte de candidature en déposant leur dossier. Aussi bien que l'adresse mail de la présidence, elle, sera aussi saturée par le nombre de courriels reçus en l'espace de quelques heures de la part des citoyens pensant qu'ils sont aptes à remplir cette haute fonction de l'État. Parmi les plus sérieux, on peut retenir entre autres, les noms de Jean Rodolphe Joazile, soutenu par des organisations locales ; Gérald Germain, quant à lui, choisi par plusieurs organisations de la Société civile ; Smith Magny, le préféré de certaines associations de jeunes ; Garry Conille, « patronné » par le Rassemblement pour une Entente Nationale (REN), mais en réalité, il n'avait besoin de rien ni de personne en Haïti. Puisque, et c'est un secret de polichinelle, l'ancien Premier ministre de Michel Martelly et ami de Bill Clinton était, depuis le début de l'opération, le cheval gagnant de la Communauté internationale, plus précisément de Washington.

Ernst Pierre Vincent, parrainé par la Conférence des Pasteurs haïtiens (COPAH) ; Michel Brunach, adoubé par le syndicat des journalistes et des travailleurs de la presse (SJTP) ; Alix Didier Fils-Aimé tout naturellement parrainé par le Secteur des affaires et le monde économique ; enfin, Fritz Bélizaire, celui-là même qui a été désigné le même jour de l'élection du Président du CPT, Edgard Leblanc Fils du Collectif 30 janvier, cette fois présenté uniquement par le parti Pitit Dessalines de Jean-Charles Moïse ; et on parlait même de Michel Patrick Boisvert, le ministre des Finances sortant. En fait, selon la présidence, plus de 200 dossiers de candidature avaient été déposés à la date limite. Mais, une soixantaine pouvait espérer rester dans la course, alors que très peu avait la chance de faire partie du dernier carré. Certains venaient des secteurs qui n'ont pas signé l'Accord du 3 avril et n'ont même pas fait acte d'allégeance ou de soutien aux parties prenantes dudit Accord.

Donc, ils n'avaient pas la moindre chance. Après un premier dépouillement, comme c'était prévu, la majorité des postulants tombe brutalement pour passer à 68 puis à 23 candidats sans qu'aucune explication n'ait été donnée de la part du CPT travaillant dans le plus grand secret. Plus tard, des 23 candidats retenus, on est passé à 13. Là encore, sans savoir comment ce tri a été fait ni quels critères ont permis à ces récipiendaires de garder leur place sur la liste. A la fin, on apprenait que des 13, on était arrivé à un groupe de cinq finalistes composé de Fritz Bélizaire, Didier Fils-Aimé, Paul Antoine Bien-Aimé, Jean Rodolphe Joazil et de Garry Conille, le grand favori dont tout le monde parlait. En tout cas, c'était lui ou Didier Fils-Aimé, l'envoyé de la Communauté économique et des affaires, qui était depuis le départ en pole position selon les bookmakers généralement bien informés de ce qui se passe dans le système. Il faut souligner que, depuis l'ouverture de l'inscription, personne ne sait réellement comment les Conseillers-Président se sont pris pour départager les candidats.

Travaillant dans une opacité quasi-clanique, ce sont les rares personnes côtoyant les dossiers à la présidence qui filtraient des bribes d'informations sur l'évolution du processus. L'on ignorait pratiquement tout sur la manière de procéder le CPT ni le mécanisme de libération pour arriver à ce décompte final dans la mesure où aucun communiqué venu de la présidence n'informait de l'état d'avancement des dossiers des prétendants au poste de chef du gouvernement intérimaire. Pendant que le pays était impatient de connaître le nom de l'heureux élu, le samedi 25 mai, un Conseiller-Président, Frinel Joseph, d'ailleurs sans droit de vote, devait annoncer, sûr de lui, à l'émission *Panel Magik*, que le CPT préparait un débat public entre les cinq finalistes de la compétition et c'est à l'issu duquel que les 7 Conseillers devaient voter pour élire le nouveau Premier ministre. Une annonce qui a fait l'effet d'une bombe dans le microcosme politique de Port-au-Prince et auprès de toutes les parties prenantes de l'Accord du 3 avril. Et pour cause. A aucun moment dans ledit Accord, il est fait mention de débat public entre les candidats pour les départager. De fait, certains commençaient par crier à la trahison.

D'autres à la violation de cet Accord dans lequel tout est écrit noire sur blanc sur la marche à suivre pour la désignation ou l'élection du successeur d'Ariel Henry à la Primature. Les médias aussi s'emparaient de cette affaire de débat public en donnant la parole à certains protagonistes et différents secteurs de la société. C'est ainsi que, invité le lundi 27 mai sur *Magik9* pour donner son opinion sur cette question de débat public dans le cadre de la nomination du Premier ministre, Liné Balthazar, le leader du parti PHTK et du Collectif 30 janvier, n'a pas caché sa colère et mâché ses mots pour appeler le CPT à respecter, selon lui, l'Accord des parties prenantes du 3 avril. Pour Liné Balthazar, les membres du CPT jouent avec les décisions d'État et avec cette histoire de débat pour la nomination du chef du gouvernement intérimaire, il y a improvisation. *« Le CPT ne peut pas se permettre d'improviser dans une affaire aussi importante que le choix d'un Premier ministre. Le débat public évoqué dans la presse résultait de l'improvisation des Conseillers.*

Jusqu'à présent, les candidats retenus n'avaient pas été notifiés de l'organisation d'un tel débat. Le Conseil Présidentiel de Transition doit agir suivant des règles et des procédures rendues publiques et connues de tous. Il y a un autre problème dans le processus de choix du Premier ministre : c'est le fait que le Conseil n'a pas communiqué de manière régulière sur la façon dont il a procédé pour passer de 68 à 23 prétendants au poste de Premier ministre, de 23 à 13, de 13 à cinq... Le Conseil a lui-même fragilisé le processus en n'ayant pas communiqué et en n'ayant pas indiqué le cadre légal encadrant le choix du Premier ministre. Le choix d'un Premier ministre est un mécanisme d'État et n'est pas lié à un parti ou un collectif de partis politiques. Toutes les décisions d'État doivent être adoptées dans la limite des règles, lois et procédures définies. Les déclarations d'un Conseiller présidentiel n'engagent que sa personne et non le CPT. Je ne suis pas au courant que le Conseil a pris l'initiative d'organiser un débat public. Je vois cette information circuler sur les réseaux sociaux, dans la presse.

À ma connaissance, il n'y a pas de décision du Conseil d'organiser un débat public » devait déclarer Liné Balthazar le 27 mai sur *radio Magik9*. Si une grande partie de la population avait approuvé cette initiative du CPT afin de donner plus de crédibilité au processus, les acteurs, en revanche, criaient au scandale, prétextant que c'est pour mieux noyer le poisson que le CPT voulait se lancer dans cette aventure non conforme à l'Accord du 3 avril. Mais, il y a aussi le refus catégorique de l'archi-favori parmi les candidats de venir débattre avec qui que ce soit. En effet, Garry Conille qui était toujours en poste à l'étranger et absent du pays depuis plus de dix ans, flaire un coup fourré de la part de certains membres du Conseil qui tentaient de favoriser leurs propres candidats. Le Directeur régional de l'UNICEF craignait un « piège à con » selon un de ses proches et savait pertinemment que s'il devait participer à ce débat, ses lacunes sur certains aspects du pays allaient vite être aperçues. Et que ses quatre concurrents n'allaient point se gêner pour le mettre en difficulté devant le pays.

Le haut fonctionnaire de l'ONU avait donc décidé de décliner l'invitation en sachant qu'il n'avait besoin personne à Port-au-Prince pour venir occuper un poste qu'il avait déjà occupé dans le passé même s'il n'était resté que quelques mois sous la présidence de Michel Martelly. La preuve que ce débat public annoncé était justement imaginé dans le but de coincer le poulain de la Communauté internationale, dès qu'il a annoncé qu'il était hors de question pour lui de venir passer ce grand oral, dès le lundi 27 mai, la présidence avait annoncé que le débat public n'aura pas lieu et que à la place, le CPT rencontrera individuellement les cinq candidats : Didier Fils-Aimé, Paul Antoine Bien-Aimé, Jean Rodolphe Joazil, Garry Conille et Fritz Bélizaire à la Villa d'Accueil le mardi 28 mai pour les auditionner. Et, à l'issu de cet entretien séparé avec chacun des candidats, trois devaient rester en lice pour le sprint final et qu'un vote les départagerait. Après l'annonce de l'annulation du débat, les partisans de Garry Conille ont fait remarqué que c'était bien un piège qu'avaient tendu les Conseillers à leur champion, sinon ils auraient pu organiser ce débat même sans la présence de l'ancien chef de gouvernement avec les quatre autres qui étaient sur place.

En tout cas, avec le refus de Garry Conille de rentrer en Haïti sans être sûr d'aller directement à la Villa d'Accueil, les Conseillers avaient jugé inutile de perdre encore plus de temps et surtout ils prenaient très au sérieux les menaces à peine voilées des autorités américaines qui, à travers un Tweet chargé de non-dits de l'ambassade US à Port-au-Prince le vendredi 24 mai, leur demandaient de mener en toute transparence le processus de désignation du Premier ministre. « Nous accueillons l'information selon laquelle le Conseil Présidentiel de Transition d'Haïti a entamé le processus de sélection d'un Premier ministre et nous attendons avec impatience un processus transparent qui permettra à Haïti d'avoir un Premier ministre et un gouvernement de transition sélectionnés sur la base du mérite technique et de l'impartialité » disait en clair Washington. Un Tweet les poussant à faire machine-arrière qu'ils n'ont même pas osé procéder au vote qui était prévu au préalable pour départager les 3 finalistes.

Ainsi, le mardi 28 mai 2024, le pays apprenait que c'est à l'unanimité que le Dr Garry Conille a été choisi sur une base consensuelle. En clair, six Conseillers sur six ont fait le choix du candidat que tout le monde savait qu'il allait être désigné par les CPT. Six Conseillers sur six disons-nous, car le septième, Laurent Saint-Cyr, dont la mission est de surveiller et de protéger les intérêts de son clan du Secteur économique et du monde des Affaires qui avaient soutenu la candidature de Didier Fils-Aimé, l'un des leur, était absent du pays. Constatant qu'il ne pouvait rien contre la tempête Garry, le Conseiller Saint-Cyr avait préféré s'éclipser à l'étranger pendant quelques jours sans donner procuration ni consigne de vote le temps de laisser passer la vague Conille, histoire de se mettre à l'abri des sanctions de la Communauté internationale en cas d'abstention ou de vote négatif.

Le lendemain matin, mercredi 29 mai, l'arrêté nommant Garry Conille a été publié dans un N° spécial du Journal officiel, *Le Moniteur* n° 25, accompagné du Procès-verbal de sa nomination. Immédiatement, c'est-à-dire dès la parution du journal, Washington donnait le ton en félicitant Port-au-Prince d'avoir nommé son champion. Dans un long communiqué, les autorités américaines ont déclaré *« Les États-Unis félicitent le Conseil Présidentiel de Transition haïtien pour sa nomination d'un Premier ministre intérimaire. Nous exhortons le Conseil et le Premier ministre entrant Garry Conille à travailler en collaboration, et à engager toutes les parties prenantes dans le soutien au peuple haïtien, qui continue à souffrir de la brutalité de l'horrible violence des gangs. Les Etats-Unis encouragent le Premier ministre intérimaire et le Conseil Présidentiel de Transition à agir rapidement pour nommer un gouvernement crédible, responsable et inclusif et un Conseil Électoral Provisoire pour permettre des élections libres et équitables, et la fourniture de la sécurité et des services de base pour tous les Haïtiens.*

Les États-Unis se réjouissent de collaborer avec Haïti pour atteindre ces objectifs, en particulier grâce au déploiement de la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité» indiquait Matthew Miller, le porte-parole du Département d'État. En vérité, tous les mouvements auxquels on a assisté: dépôt des candidatures, lettres de soutiens, CV-express, justificatif de domicile, tralala et tralala, etc. n'ont été que du cinéma. Les membres du Conseil Présidentiel de Transition savaient pertinemment qu'ils n'avaient pas droit à l'erreur ni de se fâcher avec l'Oncle Sam et que le *Core Group* veillait au grain pour Washington depuis Port-au-Prince. En réalité, dès l'ouverture du processus ayant conduit à la mise en place du Conseil Présidentiel de Transition (CPT), tout le monde s'attendait à ce que la Communauté internationale, comme en 2004, ramène dans ses bagages un de ses hommes de confiance à qui Washington pouvait confier les clés de la « Maison Haïti ». Parmi tous les noms qui figuraient sur la liste, celui du Dr Garry Conille arrivait en tête. Comme disait à juste titre Me Gédéon Jean, « *Le Tweet de l'ambassade des États-Unis a eu un impact sur le processus* ».

La presse haïtienne, mais pas seulement, les journaux américains citaient régulièrement le nom de ce médecin de 58 ans, diplômé de la Faculté de médecine de l'Université d'État d'Haïti, ancien Premier ministre de l'Administration Michel Martelly, avec lequel il s'était brouillé après quelques mois de son arrivée à la Primature. Bref, la désignation du Dr Garry Conille n'est une surprise pour personne en Haïti ni dans la diaspora où, d'ailleurs, une campagne active pour sa nomination à la tête du gouvernement a été menée par la frange pro-occupation étrangère. **(A suivre)**

C.C

"Truly a Disaster": Biden's Foreign Aid Coordinator Disses $300 Million Plan to Send Kenyan Cops to Haiti



Kenyan police firing teargas at demonstrators in Nairobi, Kenya.



Daniel Fitzgerald, the U.S. State Department official funding the Kenyan police deployment to Haiti, said its $300 million price tag so far is just "so stupid high by this point."

by Project Veritas

On Jun. 13, Project Veritas, a non-profit investigative news organization which conducts undercover reporting, published a bombshell surreptitious video of Dan Fitzgerald, the U.S. State Department official, giving a frank assessment of the still-delayed deployment of Kenyan policemen to Haiti in the coming days. We reproduce here the report published on their website.

KEY QUOTES: DAN FITZGERALD, COUNTRY COORDINATOR, U.S. DEPARTMENT OF STATE

"It's truly a disaster and we're throwing so much money at it. And I don't think anything will come about [sic] it."

"There's a migration angle to it... yeah [we don't want them coming to Florida from Haiti]."

"It's a lot of money. But that's like chump change compared to what we've dropped in Haiti before... We dropped a whole $2.1 billion for their recovery, and look where it's gotten us."

"The numbers [$300 million] are so stupid high by this point..."

"[People] feel obligated, responsible to care [about Haiti]."

Daniel Fitzgerald, a State Department Official responsible for allocating U.S. foreign aid to the Caribbean, told a Veritas investigative journalist that President Biden's $300 million plan to send Kenyan cops to fight gangs in Haiti is "truly a disaster."

The Kenyan-led mission, authorized by the United Nations Security Council in October 2023, is expected to be deployed soon to assist Haitian police in dealing with criminal gangs that have taken over the country.

Fitzgerald said that funding for the mission is currently delayed in Congress by Republicans who want more oversight before releasing the funds. He admits that while the State Department could "legally and technically" push the funding through without Congress, he admits it would be "very bad" to do that.

President Ruto of Kenya visited the White House in late May 2024 and gave a press conference with President Biden discussing this mutual partnership for Haiti assistance. It was the first time in over 15 years that an African leader had been invited for a U.S. state visit. Behind the scenes, Fitzgerald expressed skepticism that the ever-growing expense to fund the Kenyan force, will be anything more than a disaster.

"It's truly a disaster, and we're throwing so much money at it. And I don't think anything will come about [sic] it."

Fitzgerald told our journalist that most Americans are unaware of the "niche" projects that the U.S. State Department funds around the world. When it comes to Haiti, however, he said there is a motivation that goes beyond what is expressed publicly – keeping Haitians in Haiti.

"It's so close to Florida that there's a migration angle to it that people don't want... Yeah [we don't want them coming to Florida from Haiti]."

He shared that a history of failed international interventions in Haiti and its "symbolic importance" as the first black republic means that people, particularly in the Congressional Black Caucus, "feel obligated, responsible to care."

Fitzgerald isn't confident that America's latest attempt to "throw money" at the corruption problems in Haiti will be any more effective than previous installments of U.S. aid.

"It's a lot of money. But that's like chump change compared to what we've dropped in Haiti before... We dropped a whole $2.1 billion for their recovery and look where it's gotten us."

In Kenya, the mission is also controversial. A Kenyan High Court ruled that the operation is unconstitutional and illegal. Despite these legal hurdles, Kenyan forces are expected to dispatch to Haiti within the next two weeks.

President William Ruto told ABC News why his country is motivated to send Kenyan police to secure a nation now 80% governed by armed gangs, "Every country that believes in freedom, democracy, self-determination, would want peace everywhere in the world and that is why Kenya's stepping forward to provide the leadership in Haiti."

However, Fitzgerald in the U.S. State Department sees it less nobly: "The president [Biden] wants to do it, then like, we're doing it."

First published on the Project Veritas website. Project Veritas is a non-profit investigative news organization conducting undercover reporting. Project Veritas investigates and exposes corruption, dishonesty, self-dealing, waste, fraud, and other misconduct in both public and private institutions to achieve a more ethical and transparent society. Project Veritas is a registered 501(c)(3) organization. As long as corruption exists in our institutions, Project Veritas will be there to expose it. Make a Tax-Deductible donation to support its work.

In Haiti, the Masks Come Off



Members of Prime Minister Garry Conille's government at the luncheon at the Villa d'Accueil, his official residence, during their installation on Jun. 12. Second from right is Education Minister Antoine Augustin.



Prime Minister Garry Conille, the day after his Jun. 8 asthma attack, which landed him in the hospital overnight.

by Henriot Dorcent

A Haitian proverb says: "*twou manti pa fon.*" The hole a lie makes is not deep.

Since Garry Conille's May 28 designation and Jun. 12 inauguration as Prime Minister with his government, and the Jun. 14 return of Normil Rameau as the Haitian National Police (PNH) chief, the masks have all come off, and the popular masses and progressives can no longer be fooled by this parody of political transition imposed by the imperialist governments of the "Core Group" nations, particularly the USA.

Another Haitian proverb says: "*A quelque chose, Malheur est bon.*" To something, misfortune is good.

This "transition," imposed by U.S. imperialism, has allowed us to identify all those who have sold out the nation, in all the political sectors represented on the Transitional Presidential Council (TPC), who, if they had not already revealed themselves by demanding Haiti's military occupation by a foreign multinational force, would have capitulated either out of shameless opportunism or to enrich themselves by allying with the disastrous PHTK regime in "sharing the cake" of political power.

I am not surprised that Antoine Augustin, my former comrade from the National Popular Assembly (APN) and the leadership of the National Federation of Haitian Students (FENEH) from the 1980s-90s, can ally himself today with the PHTK regime, and, even more ironically, that the so-called members of the National Popular Party (PPN) – the APN's direct descendant – held a press conference to salute Augustin's appointment as Haiti's Education Minister. What a disappointment!

Indeed, he was already working with the scum of GNBist politicians in the Montana Accord, trying to fool the popular masses' vigilance with the rhetoric of a "rupture transition."

Now, the masses are fully aware that Haiti has been placed under Washington's supervision, which began in 1914-1915 when the U.S. first militarily intervened to dictate Haiti's politics and economy, renewing that control in 2003-2004.

It is Washington which decided on the formula for this transition and invited the traditional political parties, representing the interests of the bourgeoisie and the Macoutes, to play their role. It is Washington which appointed the transition's prime minister (as it appointed Ariel Henry in 2021). It is Washington which selected the new PNH chief. No one can be a director general or minister in Haiti's government without Washington's approval. Washington will finance the upcoming elections and will choose the deputies and senators to be (s)elected as well as the President of the Republic and his government.

The popular masses are excluded from national political life, as usual. As long as our national liberation struggle's progressive vanguard does not identify the masses' fundamental enemy and make them aware of the importance of their committed participation in the national liberation struggle, the revolution will not take place.

The progressive vanguard must understand that the insecurity in Port-au-Prince's metropolitan area and in certain towns and rural sections has been programmed to justify the new military occupation of Haiti and our population's reduction according to the whims of Western imperialism's Malthusian apostles seeking control of Haiti's mineral resources.

This transition will not be the last, the cake will not be shared equitably, the contradictions will multiply, Western imperialism's former servants willrevolt against their former masters; the recent public declarations of someone like Guy

Phillipe, denouncing Western imperialism, prove that we have always been justified in denouncing Western imperialism.

It is our duty as progressives to fight with the popular masses for a real "rupture transition" for the reconquest of our national sovereignty, the only option we have to regain our national dignity.

In front of all other brother peoples throughout the world, let us proclaim that Haiti will not fail; this is our historic commitment with our eternal motto: "FREEDOM OR DEATH."

GAZA, PALESTINE, C'EST L'HUMANITÉ ASSASSINÉE ! QU'APPRENONS-NOUS DE CE GÉNOCIDE SUR LE SIONISME ET LE CAPITALISME IMPÉRIALISTE ?



Plus que jamais socialisme ou barbarie, le peuple Palestinien martyr et héroïque vaincra !

Par Diagne Fodé Roland

L'humanité découvre sidérée qu'Israël fait subir ouvertement en toute impunité avec la complicité de l'Occident capitaliste impérialiste un génocide au peuple Palestinien. Ce génocide en temps réel est le premier qui s'opère en direct à travers les réseaux sociaux et les médias. Auparavant les génocides n'étaient découverts, et pas tous, qu'une fois les forfaits criminels réalisés.

Aujourd'hui, concomitamment les peuples s'insurgent contre ce nettoyage ethnique sanglant sioniste défiant la répression tyrannique dans les pays impérialistes, les peuples du Sud (Asie, Amérique du sud, Afrique) et plus de 140 États condamnent ce crime contre l'humanité.

Capitalisme, colonisation et génocide sont consubstantiels

Colonisation, génocide des Amérindiens, traite et esclavage des Noirs sont consubstantiels du capitalisme comme le montre le communiste K. Marx dans son œuvre magistrale Le Capital.

Les génocides liés aux conquêtes coloniales jalonnent l'histoire du capitalisme impérialiste. Ils s'opéraient à mesure que le capitalisme se « mondialisait » en englobant les périphéries dans la « division internationale du travail » de l'exploitation de l'humain par l'humain et du pillage de la nature pour le profit. Le génocide est un trait caractéristique de la dite « pacification » coloniale qui a pris les formes de colonisation de peuplement, c'est le cas de tout le continent Américain du nord au sud, de l'Afrique du Sud, du Zimbabwe, de l'Algérie, de l'Australie, de la Nouvelle Zélande, de la Kanaky, etc. Les autres territoires ayant été tout simplement politiquement, administrativement, militairement, économiquement et culturellement annexés comme colonies.

Le cadre historique de l'expansion coloniale de l'impérialisme est qu'« à mesure que le capitalisme englobe de plus en plus l'immense domaine colonial dans la sphère de son économie mondiale basée sur l'exploitation et la chasse au profit, l'histoire économique et politique des pays coloniaux et semi-coloniaux reflète, comme dans un miroir, tous les traits caractéristiques de la soi-disant « mission civilisatrice et culturelle » du mode de production capitaliste et de l'ordre social bourgeois » (6ème congrès de l'International Communiste - 1928, édition Correspondance Internationale, P.226).

Malgré ses formes variées, l'anatomie structurelle façonnée par le système colonial qui demeure sous le néocolonialisme « au fond... consiste en un monopole, basé non seulement sur la pression économique mais aussi sur la contrainte non économique de la bourgeoisie du pays impérialiste dans le pays dépendant, monopole, qui a deux fonctions principales : d'un côté, l'exploitation impitoyable des colonies..., d'autre part, le monopole impérialiste sert à conserver et à développer les conditions de sa propre existence, c'est-à-dire l'assujettissement des masses coloniales »; « dans sa fonction d'exploiteur colonial, l'impérialisme est, par rapport au pays colonial, avant tout un parasite qui suce le sang de son organisme économique. Le fait que ce parasite représente envers sa victime une haute culture, en fait un exploiteur d'autant plus puissant et dangereux, mais du point de vue du pays colonial ne modifie en rien le caractère parasitaire de ses fonctions » (6ème congrès de l'Internationale Communiste - p.226)

Une fois l'annexion des pays et des nations opprimés obtenue par les puissances capitalistes impérialistes, les massacres et génocides se sont poursuivis particulièrement contre les luttes indépendantistes. Les exemples sont nombreux en Kanaky, en Algérie, au Cameroun, au Congo, partout ailleurs en Afrique, en Asie, etc.

En fait, c'est aussi le même projet colonial importé à l'intérieur du centre capitaliste impérialiste que les nazis ont commencé à appliquer en Europe comme réponse des grands patrons allemands, au début soutenus par le grand patronat US et d'Europe, pour écraser le mouvement ouvrier révolutionnaire communiste en Allemagne puis en Europe et détruire la principale source d'inspiration à l'alternative au capitalisme qu'étaient la Révolution socialiste d'Octobre 1917 et l'URSS. Le génocide des communistes, des Juifs, des Tsiganes, des Slaves est consécutif à ce projet colonialiste de peuplement nommé « espace vital » des nazis en Europe. L'antisémitisme est un racisme européen très ancien qui a pris une forme génocidaire avec le fascisme qui n'est en réalité que la « dictature terroriste » du pouvoir de classe du capital comme l'a démontré le 7ème congrès de l'Internationale Communiste en 1935.

Donc il faut toujours faire le lien dialectique entre capitalisme, colonialisme et génocide pour comprendre que la recherche du profit maximum surtout à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme est intrinsèquement porteuse de la barbarie génocidaire.



Fascisme colonial et impérialiste

Combien font le lien entre le génocide sioniste donc colonial en cours à Gaza d'une part et la fascisation et la menace de conquête fasciste par les urnes du pouvoir en cours dans les « démocraties » impérialistes d'Europe et aux USA ? Très peu assurément subjugués par le modèle imposé qu'est le multipartisme, en réalité le bipartisme (droite/gauche en Europe ou républicains/démocrates aux USA). La domination idéologique de la bourgeoisie camoufle le pouvoir de la minorité riche de déterminer par l'argent le vote citoyen. La fabrique du consentement par le monopole médiatique, l'école, de la pensée, etc... influe tout comme la publicité sur le vote citoyen.

Quand la fabrique du consentement est en panne en raison de la crise du système qui n'a plus rien à offrir que chômage, précarité, pauvreté, ravage de la biosphère et guerres, alors la grande bourgeoisie pour protéger ses profits exponentiels et sa propriété privée des moyens de production et d'échange fait appel aux partis fascistes pour soumettre le monde du travail, le peuple à l'intérieur et pour maintenir son oppression sur les peuples à l'extérieur au moyen des guerres. L'élément déterminant d'une telle mutation de la crise de la démocratie bourgeoise en fascisme est la combativité des classes populaires qui fait évoluer le rapport des forces entre capital et travail et la lutte indépendantiste des peuples opprimés qui change le rapport des forces entre impérialisme et peuples dominés.

C'est aussi dans ce cadre qu'il faut situer le passage de l'illusion d'effacement de la question nationale palestinienne qu'a été Oslo à la contre-offensive armée de la résistance du peuple palestinien. Impérialistes et sionistes ont cru obtenir le consentement à l'abandon de l'existence de la Palestine, à son renoncement à son droit à l'autodétermination en semant la graine de la discorde et de la désunion au sein du mouvement national par la corruption et le dévoiement religieux vers le piège de leur stratégie de « choc, guerre des religions, des cultures, des civilisations » et en poursuivant l'expropriation colonisation des terres de Palestine.

C'est tout ce stratagème spoliateur en plus de la soi-disant « invincibilité sécuritaire » sioniste qui ont explosé en plein vol le 7 octobre 23 que l'on peut nommer le « Dien Bien Phu » palestinien.

Le génocide en cours à Gaza est un prolongement amplifié des multiples massacres et épurations ethniques du projet colonial sioniste messianique « d'une terre sans peuple pour un peuple élu sans terre ». N'est-ce pas les mêmes motivations fascistes qui ont jalonné la colonisation de peuplement par les populations européennes exportées de gré ou de force du continent américain ? Persécutés en Europe, les sionistes et les impérialistes se sont entendus pour « réparer » (sic!) leur génocide européen dans le cadre de leur projet colonial pour contrôler le pétrole et le gaz au détriment du peuple palestinien toutes confessions confondues.

Que l'Afrique du sud et l'Algérie soient en pointe dans la saisine de l'ONU, des cours de justice et pénale internationales pour exiger la cessation des meurtres de nourrissons, d'enfants, de femmes, de vieillards, de civils n'est qu'un effet miroir de ce qu'à été la colonisation dans ces deux pays. Que l'écrasante majorité des pays du Sud exigent le cessez le feu et l'arrêt du génocide est un pas en avant pour édifier un front uni mondial contre l'hégémonisme criminel sioniste impérialiste. Que les peuples, notamment la jeunesse dans les pays impérialistes défie la répression pour exprimer sa solidarité avec la Palestine est un pont à construire pour l'égalité et la solidarité entre les peuples.

Le sionisme semble jouer son va tout, tout en démasquant aux yeux du monde entier sa vraie nature épuratrice et génocidaire. La complicité impérialiste est dans la nature même de ce système socio-économique immonde et inhumain qui n'a d'autre horizon que le profit maximum pour une minorité d'actionnaires. Le sionisme et l'impérialisme sont agonisants et vont vers une défaite majeure.

Les peuples exigent la cessation de toutes relations diplomatiques et le boycott total de l'entité sioniste. Leur crime contre l'humanité ne doit pas rester impuni. Il faut un procès de Nuremberg pour ne plus jamais revoir cette horreur inqualifiable qui trouve sa source dans l'idéologie colonialiste suprémaciste et plonge ses racines lointaines dans la naissance et le développement de ce mode de production qu'est le capitalisme impérialiste.

Plus que jamais socialisme ou barbarie, le peuple Palestinien martyr et héroïque vaincra !

12 Juin 2024

Des navires de guerre russes sont à Cuba, essayez de ne pas réagir de manière excessive





Le sous-marin nucléaire russe Kazan entrant le 12 juin dans le port de La Havane. Photo Ministère russe de la Défense.



La visite des navires de guerre russes est une façon pour Poutine de rappeler au président Biden que Moscou peut défier Washington dans sa propre sphère d'influence

Le président cubain Miguel Díaz-Canel Bermúdez reçu en grande pompe par le président russe au terme sa visite de travail en Fédération de Russie, en mai 2024, après trois jours d'un intense programme bilatéral. Photo Sputnik

Par William LeoGrande*

Oui, Poutine fait de l'esbroufe, mais La Havane a besoin d'une bouée de sauvetage économique que Moscou peut lui fournir et que les États-Unis n'ont pas su lui offrir.

L'annonce de la présence de quatre navires de guerre russes à La Havane pour des exercices navals rappelle l'aphorisme du vieux marin : « N'importe quel port dans la tempête. »

Cuba a désespérément besoin d'une aide économique, et la Russie la lui a apportée. Il en résulte un partenariat approfondi qui a des échos géopolitiques de la guerre froide, bien que les Cubains soient désormais attirés par Moscou moins par affinité idéologique que par nécessité économique.

Depuis la pandémie de COVID-19, l'économie cubaine a été secouée par les vents d'une tempête parfaite – une confluence de sanctions américaines intensifiées imposées par le président Trump, une pandémie qui a fermé l'industrie du tourisme, et des politiques gouvernementales mal conçues qui ont empiré les choses au lieu de les améliorer.

Manquant désespérément de devises étrangères, le gouvernement cubain est incapable d'importer suffisamment de produits de première nécessité comme la nourriture, le carburant et les médicaments, sans parler des intrants nécessaires à la production nationale, qui s'est effondrée. La diminution de la production se traduit par une baisse des recettes en devises provenant des exportations et par un besoin encore plus grand d'importations – un cercle vicieux dont il n'est pas facile de sortir.

Certaines des réformes économiques entreprises par le gouvernement peuvent contribuer à relancer l'économie à moyen et à long terme, mais à court terme, le seul espoir de Cuba d'atténuer la crise immédiate, de mettre de la nourriture sur les tables des gens et, littéralement, de garder les lumières allumées, est l'aide étrangère. C'est là que la Russie entre en jeu.

Au début des années 1960, l'aide de l'Union soviétique a sauvé l'économie cubaine des ravages de l'embargo américain, contrecarrant les plans des présidents américains successifs visant à soumettre le gouvernement révolutionnaire. Les Soviétiques considéraient Cuba comme un avant-poste idéologique précieux en Amérique latine et Cuba voyait l'Union soviétique comme un partenaire nécessaire dans sa lutte pour se libérer de la domination américaine.

Bien que ce partenariat se soit effondré avec la fin de la guerre froide, Vladimir Poutine a travaillé dur pour le reconstruire depuis son premier mandat en tant que président russe. Son principal levier a été l'assistance économique. Poutine a effacé 90 % de la dette de Cuba datant de l'ère soviétique et, depuis, il a accordé une aide économique de plus en plus importante. En 2009, les relations économiques se sont étendues aux sphères poli tique et diplomatique lorsque les deux pays ont déclaré un « partenariat stratégique ».

Lorsque l'économie cubaine a subi une baisse de 11 % à la suite de la pandémie, la Russie a envoyé de la nourriture et des fournitures médicales dont le pays avait désespérément besoin et qui ont permis de sauver des vies cubaines – une initiative qui a ravivé l'affection de certains Cubains pour les Russes, en particulier ceux qui avaient étudié en Union soviétique dans leur jeunesse.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a mis à mal ce nouveau partenariat. Cuba entretenait des relations étroites avec l'Ukraine depuis les années 1990, lorsqu'elle a fourni un traitement médical à plus de 18 000 enfants ukrainiens souffrant de maladies dues aux radiations provoquées par la catastrophe nucléaire de Tchernobyl. En outre, la non-intervention et l'opposition aux sphères d'influence des grandes puissances ont été les pierres angulaires de la politique étrangère cubaine et un cri de ralliement contre les politiques américaines de changement de régime depuis que Fidel Castro est arrivé à La Havane en 1959.

Dans un premier temps, Cuba a tenté de trouver une voie médiane sur l'Ukraine, réitérant son opposition à une intervention et appelant à une fin négociée du conflit, tout en reprochant aux États-Unis et à l'Europe occidentale d'avoir provoqué Moscou en étendant l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie. Aux Nations unies, Cuba s'est abstenu sur les résolutions demandant le retrait de la Russie, mais s'est opposé aux résolutions imposant des sanctions à Moscou.

Toutefois, au cours des dix-huit derniers mois, la position de Cuba est progressivement devenue moins équivoque et s'est rapprochée de celle de la Russie. Depuis que le président Miguel Díaz-Canel s'est rendu à Moscou en novembre 2022 et a déclaré que « la Russie n'est pas responsable » de la guerre, un défilé de responsables russes et cubains a voyagé entre les deux capitales, signant plus d'une douzaine de nouveaux accords de coopération économique.

Lors d'un voyage en juin 2023, le vice-président du Conseil de sécurité russe, Dmitri Medvedev, a rencontré Raúl Castro qui, selon l'agence de presse russe Tass, « a exprimé son soutien total à la Russie en ce qui concerne la situation en Ukraine et sa confiance dans la victoire de la Russie. »

Le mois dernier, M. Díaz-Canel s'est de nouveau rendu à Moscou et, lors de sa rencontre avec M. Poutine, il a réitéré la condamnation par Cuba de l'expansion de l'OTAN, déclarant : « *Nous vous souhaitons, à vous et à la Fédération de Russie, tout le succès possible dans l'opération militaire spéciale* ». La visite des navires de guerre russes est une façon pour Poutine de rappeler au président Biden que Moscou peut défier Washington dans sa propre sphère d'influence, un contrepoint symbolique à l'aide américaine à l'Ukraine.

Depuis plusieurs années, la déclaration annuelle sur la posture du commandement sud des États-Unis cite l'influence croissante des « concurrents stratégiques » – en particulier la Russie et la Chine – comme le principal défi de sécurité nationale pour les intérêts américains dans l'hémisphère occidental.

Sur cette question, comme sur celle de l'immigration, les sanctions américaines contre Cuba se sont révélées contre-productives. En exacerbant les difficultés économiques des Cubains, les sanctions américaines se sont révélées contre-productives.

En exacerbant les difficultés économiques auxquelles sont confrontés les Cubains, les politiques de Washington ont accéléré les migrations et n'ont laissé à Cuba d'autre choix que de chercher de l'aide auprès de ces mêmes concurrents stratégiques.

Comme l'a déclaré au Congrès le commandant du Southcom, le général Laura J. Richardson, en faisant référence à l'Amérique latine de manière plus générale, « lorsque vous avez besoin d'une corde à saisir, vous ne cherchez pas nécessairement à savoir qui l'a lancée ». C'est nous qui devons lancer la corde, pas nos concurrents stratégiques ».

Voilà, en résumé, une bonne explication de l'évolution des relations entre Cuba et la Russie et un conseil judicieux pour la politique américaine à l'égard de Cuba.

***William M. LeoGrande** est chercheur non résident à l'Institut Quincy, professeur de gouvernement et doyen émérite de l'École des affaires publiques de l'American University à Washington.

Responsible statecraft
13 juin 2024
Traduit par Brahim Madaci
Afrique Asie 14 juin 2024

Quand l'Afrique du Sud trahit des attentes, elle trahit aussi son héros : Dimitri Tsafendas !



L'homme qui a tué l'apartheid en Afrique du Sud : Dimitri Tsafendas

Par Yorgos Mitralias*

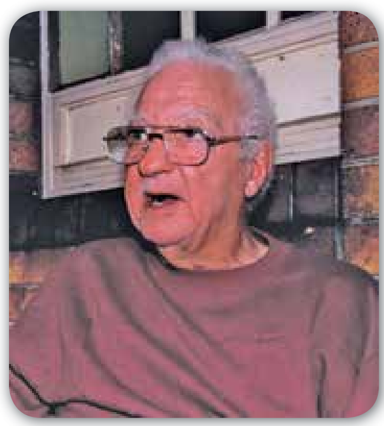
«On est coupable non seulement quand on commet un crime, mais aussi quand on ne fait rien pour l'empêcher quand on en a l'occasion. » (Dimitris Tsafendas)

Pourquoi avons-nous recours à l'histoire du « tyrannicide » gréco-mozambicain Dimitri Tsafendas, pour tenter d'expliquer le résultat désastreux du parti de Mandela aux récentes élections sud-africaines ? La raison en est simple : L'histoire à la fois héroïque et tragique de Tsafendas, qui a tué en 1966, « l'architecte de l'apartheid » et premier ministre de l'Afrique du Sud « blanche » d'alors, Hendrik Verwoerd, est au cœur de la situation critique du pays et met en lumière l'incapacité du Congrès National Africain (ANC), autrefois puissant mais aujourd'hui corrompu et en crise profonde, à améliorer la vie quotidienne de ses habitants africains, 30 ans après la fin de l'apartheid. En effet, les raisons qui expliquent le scandale du traitement ignoble réservé par les dirigeants sud-africains au héros Tsafendas, sont essentiellement les mêmes que celles qui expliquent la frustration et la colère profondes que suscite le bilan de leurs politiques chez la grande majorité de leurs concitoyens africains.



Hendrik Verwoerd était l'architecte de l'apartheid en Afrique du Sud qui, alors qu'il était Premier ministre, a emprisonné Nelson Mandela en 1963.

Voici donc de quoi il s'agit. Quand Tsafendas, au riche passé de militant anticolonialiste, communiste et révolutionnaire en Afrique, en Europe et en Amérique (1) , a poignardé et tué le pronazi déclaré Verwoerd, le régime d'apartheid s'est empressé de dépeindre Tsafendas comme « déséquilibré » et « apolitique », tandis que le président du tribunal qui l'a jugé persistait à le qualifier de... « créature insignifiante ». Et cela pour plusieurs raisons : d'abord pour éviter d'en faire un héros populaire qui trouverait des imitateurs parmi les victimes de l'apartheid, puisque son procès serait purement politique et attirerait l'attention internationale à un moment où les crimes de l'apartheid n'étaient qu'effleurés par la presse internationale. Et aussi pour ne pas révéler aux yeux de tous les opprimés la fragilité du prétendument tout-puissant État policier sud-africain. Cette mise en scène n'a bien sûr pas empêché ses bourreaux de torturer Tsafendas plus que tout autre et durant de longues années (!), ni de l'embastiller (à l'isolement et dans une cellule spécialement construite pour lui à côté de la salle où se déroulaient les exécutions !) jusqu'à la fin du régime d'apartheid, soit pendant 28 années !



Dimitri Tsafendas à la fin de sa vie dans sa prison/clinique psychiatrique

Mais le scandale inouï, c'est que l'ANC, qui a pris les rênes du pays en 1994, a non seulement continué à qualifier le martyr Dimitri Tsafendas de « déséquilibré », mais l'a laissé croupir en prison, se contentant de le transférer dans une clinique psychiatrique/prison jusqu'à la fin de sa vie, en 1999 ! Et comme si cela ne suffisait pas, l'ANC continue à ce jour de refuser obstinément d'honorer Tsafendas, malgré le nombre croissant de voix émanant même d'anciens dirigeants de l'ANC, des personnalités du monde entier, et même des gouvernements d'autres pays africains qui demandent non seulement que ce scandale sans précédent cesse mais aussi que Dimitri Tsafendas soit officiellement reconnu comme un héros national de l'Afrique du Sud et comme un protagoniste et un martyr des luttes anticoloniales des peuples d'Afrique ! (2)

Alors, pourquoi cette attitude ignoble, et à première vue incompréhensible, de l'ANC à l'égard du militant révolutionnaire Dimitri Tsafendas ? Mais, apparemment, pour que les anciens dirigeants et partisans de l'apartheid et leurs épigones ne soient pas contrariés et irrités par la reconnaissance officielle du « meurtrier » de leur leader historique Verwoerd comme « héros » et « martyr » de l'Afrique du Sud enfin libérée. En effet, la principale préoccupation des dirigeants de l'ANC était, et continue malheureusement d'être, d'appliquer la politique dite de « paix et d'unité », c'est-à-dire de « réconciliation nationale », dont la pierre angulaire est qu'à l'exception des discriminations raciales qui sont abolies, tout le reste ne change pratiquement pas : les quelques riches hommes d'affaires et propriétaires terriens, qui « comme par hasard» sont tous des blancs, conservent leurs privilèges et leurs fortunes, ce qui se traduit par le fait qu'ils continuent à contrôler l'économie et la plupart des terres, que leurs ancêtres ont volé aux indigènes, tandis que la multitude des pauvres des villes et des campagnes, qui « comme par hasard» sont tous des Africains et Africaines, continuent de vivre dans la pauvreté et l'insécurité, cloîtrés dans leurs tristement célèbres townships (bidonvilles) misérables.

Voilà donc ce qui fait de l'Afrique du Sud le champion du monde des inégalités sociales. Et voilà pourquoi sa société est minée par un terrible chômage de 33% (et de plus de 50% chez les jeunes) et une criminalité tout aussi terrible, alors qu'elle ressemble de plus en plus à un volcan sur le point d'entrer en éruption tant la corruption y est endémique, empêchant l'État clientéliste) de l'ANC de répondre aux besoins les plus élémentaires de la majorité de la population, comme la fourniture d'électricité et d'eau potable ! Et bien sûr, voilà c'est ce qui fait que de plus en plus de Sud-Africains non blancs (noirs, métis, indiens...), qui jadis soutenaient avec enthousiasme l'ANC ou même avez lutté pour leur liberté dans ses rangs, l'abandonnent aujourd'hui en masse et se tournent contre lui aux élections.

La reconnaissance de la contribution décisive de Dimitri Tsafendas aux luttes pour le renversement du régime d'apartheid sud-africain, pour la libération du Mozambique du joug colonial portugais et même du Portugal lui-même de la dictature de Salazar (sa terrible police secrète PIDE l'avait arrêté et torturé à plusieurs reprises), n'est pas seulement un acte de justice élémentaire et ne concerne pas seulement les autorités et les sociétés de ces trois pays. C'est et doit être l'affaire de tous les progressistes, et bien sûr de son pays d'origine, la Grèce, où il arrive expulsé des États-Unis en 1947, pour combattre, les armes à la main, la



Nelson Mandela avec la veuve de Verwoerd, Betsie. Après que Mandela ait finalement été libéré de prison après 27 ans

réaction monarchiste et collabo dans les rangs de l'Armée Démocratique. Quand la gauche grecque rendra-t-elle enfin hommage au héros et martyr de la libération des peuples, Dimitri Tsafendas, qui reste toujours pratiquement inconnu dans le pays natal de son père crétois et anarchiste convaincu ?

Plus qu'hier et avant-hier, c'est surtout aujourd'hui que l'humanité ressent le plus grand besoin de combattants comme Dimitri Tsafendas, qui, depuis sa cellule, « expliquait » ses actes à l'aide des simples vérités comme celle-ci : « *Chaque jour, vous voyez un homme que vous connaissez commettre un crime très grave pour lequel des millions de personnes souffrent. Vous ne pouvez pas le poursuivre en justice ou le dénoncer à la police, car il fait la loi dans le pays. Allez-vous rester silencieux et le laisser continuer à commettre son crime, ou allez-vous faire quelque chose pour l'arrêter* » Et pour qu'il n'y ait pas de doute sur le sens de ses paroles, Tsafendas faisait appel à Nazim Hikmet, rappelant son exhortation *« si je ne brûle pas, si tu ne brûles pas, si nous ne brûlons pas, comment la lumière vaincra-t-elle l'obscurité ? »* Et à vrai dire, aujourd'hui, les ténèbres abondent...

1...Voir l'excellent texte (en anglais) du professeur à l'Université de Durham, Harris Dousemetzis www.roape.net/2020/03/09/dimitri-tsafendas-exposing-a-great-lie-in-south-african-history/ . M. Dousemetzis est l'auteur du très important livre The Man who Killed Apartheid, The Life of Dimitri Tsafendas et mène la campagne internationale pour la reconnaissance du combat anti-colonial de Dimitri Tsafendas.

2...Voir « Mozambique honours Dimitri Tsafendas, while SACP vows to erect tombstone » /www.dailymaverick.co.za/article/2021-10-13-mozambique-honours-hendrik-verwoerds-assassin-dimitri-tsafendas-while-sacp-vows-to-erect-tombstone/

*Yorgos Mitralias, journaliste retraité, ancien militant de la section grecque de la IVe Internationale et de Syriza, un des fondateurs et animateurs du Comité grec contre la dette, membre du réseau international CADTM, a animé le site EuropeansForBerniesMassMovement qui fournissait, surtout en anglais et en grec, des informations quotidiennes sur les actions des mouvements sociaux et de la gauche étatsunienne.

Inprecor 8 Juin 2024

Barrer la route à la réaction ! En finir avec Macron ! Unité ouvrière !



Pas une voix à Macron et aux partis de sa coalition qui ouvrent la voie à la pire des réactions!

Communiqué du Bureau National du Parti des Travailleurs

Par centaines de milliers, travailleurs, jeunes, démocrates manifestent dans tout le pays pour dire leur refus de voir l'extrême droite accéder au pouvoir. Oui, il faut barrer la route aux Bardella et autres Le Pen-Ciotti. Pour cela, il faut en finir, une fois pour toutes, avec Macron et sa politique qui leur ont ouvert la voie.

Car le 9 juin, Macron a été massivement rejeté. Il a perdu les deux tiers des voix obtenues deux ans auparavant. Macron représente 7 % des électeurs inscrits. Il est minoritaire. Du strict point de vue de la démocratie, Macron doit partir.

Et pourtant, il reste. Et le 8 juillet, au lendemain des élections législatives, il sera toujours là. Ainsi le veut la Ve République. À la tête d'une vaste coalition écartant « les extrêmes de droite et de gauche », comme il le réclame ; ou d'une coalition d'union nationale dirigée par Bardella comme Marine Le Pen vient de le proposer; ou bien encore dans un gouvernement de cohabitation avec le « nouveau front populaire » ; quel que soit le cas de figure, Macron sera là. Au mépris de la démocratie, il présidera le Conseil des ministres du 10 juillet. Ainsi le veut la Ve République.

La Constitution fait de Macron le chef des armées et le garant des « engagements internationaux » de la France. Le 13 juin, il a déclaré, lors du sommet de l'OTAN, concernant l'envoi d'instructeurs militaires et la livraison de Mirage 2000-5 à l'Ukraine : *« Rien n'a été remis en cause. Les choses avancent comme elles ont été décidées. »*

Cela n'est pas acceptable. La démocratie exige que Macron, minoritaire, rejeté dans le pays, soit chassé. Car dans la Ve République, le président a tous les pouvoirs. Bien sûr, tous les gouvernements de cohabitation ne se valent pas. Un gouvernement de cohabitation Macron-Bardella avec les racistes, semifascisants, ennemis de la classe ouvrière, ennemis des droits des femmes, ennemis des droits ouvriers voudra dans tous les domaines aggraver la politique réactionnaire des gouvernements précédents. C'est pourquoi il faut lui barrer la route.

Pour autant, un gouvernement de cohabitation entre Macron et le « nouveau front populaire » sera-t-il à même de prendre les mesures radicales qu'appelle la situation si Macron, s'appuyant sur ces institutions, garde entre ses mains tous les pouvoirs ?

Le « nouveau front populaire » a rendu public son programme. Y sont proposées des mesures de « rupture » : l'abrogation de la réforme des retraites, de celle de l'assurance chômage. Mais remarquons une mesure absente : la confiscation des 413 milliards de la loi de programmation militaire.

Logique, puisque, s'agissant de la guerre en Ukraine le « nouveau front populaire » s'engage à poursuivre les livraisons d'armes. Or la France, dans le cadre de l'Union européenne et de l'OTAN, a d'ores et déjà consacré des dizaines de milliards d'euros au financement de la guerre en Ukraine. Tout comme l'administration Biden, l'Union européenne et les pays de l'OTAN, qui ont déversé des centaines de milliards de dollars et d'euros dans cette guerre. Cette guerre est un véritable aspirateur à centaines de milliards, tous consacrés à détruire, ravager, prolonger la guerre et enrichir les marchands de canons. Et le programme du « nouveau front populaire » propose de poursuivre cela au nom de « l'urgence de la paix ». Comment comprendre ? Comment imaginer qu'un gouvernement du « nouveau front populaire » en cohabitation avec Macron puisse satisfaire les besoins dans les écoles, dans les hôpitaux, dans les services publics s'il continue de consacrer des milliards pour la guerre en Ukraine ? Comment comprendre cette volonté de poursuivre les livraisons d'armes pour ce conflit sanglant ? Comment comprendre que nulle part dans ce programme ne soit remise en cause l'appartenance de la France à l'OTAN, pas plus qu'à l'Union européenne, tandis que la remise en cause de la Ve République est renvoyée à un avenir très lointain ?

Cela n'est pas possible ! Les travailleurs et les jeunes de notre pays rejettent la guerre. Ils ne veulent pas y participer. C'est la raison pour laquelle, pour notre part, nous poursuivons inlassablement la campagne pour dire : pas un sou, pas une arme, pas un homme pour la guerre en Ukraine.

Même avec une majorité du « nouveau front populaire », Macron voudra poursuivre – car la Constitution lui en donne le pouvoir – sa réforme réactionnaire du « choc de savoirs » dans l'Éducation nationale ou sa réforme anti-ouvrière de l'assurance chômage. Il voudra comme président poursuivre sa politique anti-ouvrière dans tous les domaines, contre la Sécurité sociale, contre le logement social.

Voilà pourquoi aujourd'hui, mobilisés par centaines de milliers pour bloquer la voie à l'extrême droite, nous avons le devoir de dire : répondre aux besoins du peuple travailleur, c'est non seulement bloquer la route à l'extrême droite, mais aussi chasser Macron et mettre à bas les institutions de la Ve République née du coup d'État militaire en 1958. Car ces institutions n'ont qu'une fonction : appliquer les diktats de la classe capitaliste.

Le « nouveau front populaire » affirme vouloir s'engager sur la voie de la rupture. Des millions de travailleurs et de jeunes dans notre pays aspirent en effet à une véritable rupture avec ce régime, celui des capitalistes et des exploiteurs. C'est ce qui s'est exprimé le 9 juin dans le prolongement du grand mouvement de classe qui a vu des millions et des millions se mobiliser avec leurs organisations contre la réforme des retraites. C'est ce qui s'exprime à nouveau le 15 juin dans toutes les villes du pays.

Pour satisfaire les revendications du plus grand nombre, il ne suffit pas d'évoquer la « rupture » dans un texte, encore faut-il la mettre en œuvre : chasser Macron, balayer les institutions, convoquer une Assemblée constituante par laquelle le peuple pourra mettre en place un régime authentiquement démocratique. Bref, mettre sur pied de nouvelles institutions capables de répondre aux exigences du peuple travailleur et non pas, comme c'est le cas avec la Ve République, à la botte d'une petite minorité d'exploiteurs, de profiteurs, de spéculateurs qui l'emportent toujours sur la volonté de la majorité. Il y a urgence. Des millions de travailleurs et de jeunes se mobilisent dans des manifestations, mais aussi dans les entreprises, dans les assemblées, dans les grèves. Les revendications légitimes se relient à l'urgente nécessité de s'opposer à la progression de l'extrême droite.

Le 30 juin et le 7 juillet, pas une voix ne doit aller à l'extrême droite raciste et réactionnaire ! Pas une voix à la droite qui en est l'alliée ! Pas une voix à Macron et aux partis de sa coalition qui ouvrent la voie à la pire des réactions!

L'heure est la construction d'un authentique plan de lutte qui, dans l'unité, rassemblera travailleurs et organisations, un plan coordonné reliant l'exigence de la satisfaction de chaque revendication au combat d'ensemble pour la démocratie, pour les droits ouvriers. Un plan de lutte qui se fixe clairement l'objectif de chasser Macron, d'en finir enfin avec la Ve République et d'établir une République authentiquement démocratique, la République du travail.

Un tel objectif ne sera pas atteint par des combinaisons d'appareils. Il suppose l'action et la mobilisation de millions et de millions. C'est pour aider à ce mouvement que le Parti des travailleurs soumet ces propositions à la discussion. Pour se préparer aux combats qui viennent, pour les organiser, jeunes, travailleurs, venez renforcer les rangs du Parti des travailleurs.

Parti des Travailleurs
14 juin 2024

L'été de tous les dangers

Par André Charlier

Pendant la 2e Guerre Mondiale, plus de 80 pour cent des soldats allemands tués le furent sur le front russe, l'Ostfront pour parler boche. L'estimation la plus courante que j'aie lu place le total des pertes militaires nazies au cours de cette guerre à 7 millions d'hommes. 80% de cela, c'est 5 600 000 (cinq millions six cent mille). Combien décédèrent du fait des autres Alliés? Une simple soustraction vous donne le chiffre d'1 400 000, un million quatre cent mille hommes. Vous avez tout compris: comme le dit à l'époque Winston Churchill lui-même: *C'est l'Armée Rouge soviétique qui a étripé les forces armées allemandes…*

Pour taquiner les francophones -- ou la franco faune macronienne – je me permettrai de rappeler que Napoléon (le vrai, celui qui nous expédia Leclerc et Rochambeau, que nous eûmes l'ultime fréquencité de lui réexpédier, avec les compliments de l'Armée Indigène) envahit la Russie en 1812, avec quatre cent mille hommes, la plus grande armée européenne jamais vue à l'époque. Il en ressortit un peu plus tard, beaucoup plus vite, avec seulement vingt mille soldats. Prenez votre calculette électroniquement paresseuse: cela fait cinq pour cent. Quatre-vingt-quinze grognards sur cent entrés en Russie y étaient restés, morts ou vifs, dont un quidam du nom de Jean Victor Poncelet, qui inventa dans un village russe la Géométrie Projective (Math through the Ages, by W.P. Berlinghoff and F.Q. Gouvêa).

Ce n'est pas une très bonne idée de faire la guerre à la Sainte Mère Russie. Mais Macron, visiblement, ne lit pas l'Histoire. Le reste de la gang occidentalo-néoconne non plus…

L'Occident Impérial a tiré les moustaches de l'Ours. Pour sa peine, il est à l'heure qu'il est en train de recevoir quelques *pataswèl* hypersoniquement précises. Et ne voilà-t'il-pas que des malotrus, vauriens qui se croient gos mais seront réduits au zéro absolu (avec probablement quelques milliards de pauvres hères qui n'avaient rien demandé à personne) s'acharnent à vouloir marcher sur la queue du Dragon! Ils ont oublié (s'ils l'avaient jamais su!) les petits chevaux Mongols de Lin Biao, qui les reconduisirent du fleuve Yalou, traditionnelle frontière entre la Corée et la Chine, à Séoul (prononcez *Sôl)* capitale de la Corée du Sud, en l'an de Grâce 1950. Je suis sûr que vous savez qu'en jargon militaire, "reconduire" signifie pye sa w mande m mpa ba ou…

Et les Chinois, paraît-il, ne savent [pas faire la guerre! On le disait aussi des Russes, en 2022. On le dit beaucoup moins, en cet été 2024. C'est curieux comme la vie change… surtout à l'âge des Kinjal, des Zirkon, et des drones Kamikazé, qui sont si précises qu'elles rentrent par la fenêtre et explosent sous le lit. Supposez que vous dormiez dedans…

Je ne veux absolument pas dire que les Russes aient la partie facile en Ukraine. Militairement, les Ukrainiens sont des Russes comme les autres: *enragés, anjandre, dechennen, debòde! A emmerder à vos risques et périls. Pires que les Fritz. Ou meilleurs, cela dépend de quel côté du fusil vous vous trouvez, natürlich! Conseil d'ami: arrangez-vous pour être du côté de la crosse, c'est plus sûr!*

Le vendredi 14 juin de cette année, Vladimir Vladimirovitch Poutine a pour la énième fois fait une nouvelle proposition de paix. C'est une proposition éminemment raisonnable et particulièrement généreuse, car elle laisse à l'Ukraine sa principale ville industrielle, Kharkov, et son plus grand port, la belle ville d'Odessa (au nom tiré d'Odysseos, le nom Grec du légendaire Ulysse). Ces extraordinaires concessions russes laissent à l'Ukraine la possibilité de rester viable, alors que n'importe qui a quelque connaissance de la chose militaire, et a suivi la guerre occidentale d'Ukraine, sait qu'en cet été 2024, les rebiata ("timoun," familier pour jeunes soldats) russes sont en position de mettre la main sur Kharkov, Odessa, Zaporojia, même Kiev, la capitale Ukrainienne, et Kherson, ville fondée, à en croire les fouyapòt, par un Prince russe fort proche de la Grande Catherine, Tsarina de toutes Russies en ce temps-là…

Evidemment, la gang à Zelenski a repoussé avec la dernière grossiereté l'incroyable proposition russe. Ces Messieurs milliardaires sur le dos du peuple Ukrainien (et des contribuables américains qui n'en peuvent mais!) tiennent à se faire présenter leur capitulation sans conditions à la pointe d'une baïonnette russe forgée dans les ateliers du Donbass.

Demandez, et vous serez servis (La Bible).

La direction russe, qui est ce qu'elle affirme être, Chrétienne Orthodoxe, me semble avoir retenu une excellente compréhension de l'identité/lutte des contraires, et du primat de la pratique sur la théorie. Elle me semble non seulement comprendre, mais aussi (surtout?) prévoir. L'Occident Impérial, lui, me semble à la dérive, et toujours réagir au lieu d'agir. Il a oublié la laconique maxime du maréchal Joffre (si ma mémoire est fidèle) – *Ne jamais subir… De plus, sa pensée est univoque, unipolaire, et repose 1) sur une singulière méconnaissance de l'ennemi 2) sur des buts de guerre aussi obscurs que confus, et 3) sur des désirs pris pour les faits.* D'où son extrêmisme échevelé…

Militairement parlant, le général avisé ne tente jamais une charge à fond contre un ennemi prévenu et retranché. Et si la situation l'oblige à le faire, il prend au moins l'élémentaire précaution de se préparer des voies de retraite. Même un civil ignorant tout des voies et moyens de transformer son prochain en hamburger, comme Yours Truly, peut le comprendre.

L'absence de stratégie est aussi une stratégie: celle qui mène à la tombe.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de Wilbertho Jean d'avec son épouse née Brisca Dorcena pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Taïfer commune carrefour de transcrire sur les registres destinés à cet effet le dispositif de ce présent jugement de divorce , dont un extrait serait inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier Canal Gabriel de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens
Ainsi Jugé et Prononcé par nous Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civil en date du douze mai deux mille vingt deux, en présence de Me Jean Rolex Merové , Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Mozart TASSY
Il est Ordonné….etc….
En foi de quoi….etc….

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère public, entendu, maintient le défaut octroyé contre contre le défendeur à l'audience précitée pour le profit déclare fondée la dite action .Admet en conséquence le divorce de la dame Esther Emile d'avec son époux Job Eugène pour injures graves et public aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Taïfer commune de Carrefour de transcrire sur les registres à cet effet le dispositif de ce présent jugement de divorce rendu par défaut dont un extrait serait inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier Canal Gabriel pour la signification de ce jugement . Compense les dépens
Ainsi Jugé et prononcé par nous Me Nelson CILIUS, Juge en audience civile et publiques ordinaire en date du sept mars deux mille vingt quatre , en présence de Me Jean Rolex MEROVE , Substitut Commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Mozart TASSY
Il est Ordonné…… etc….
En foi de quoi….etc …..

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après l'examen, Le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée pour le profit, déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Licenor Joseph BELZIR d'avec son épouse la dame née Wilda SILVESTRE pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'Officier de l'Etat civil de section Est de Port- au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet commet l'huissier Emmanuel Jean de ce siège pour la signification de ce jugement ; Compense les depens
Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS, Juge, en audience civile, ordinaire et publique du Jeudi treize Juin deux mille vingt-quatre en présence Me. Dominique NOEL Substitut de gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Mozart TASSY greffier du siège.
Il est ordonné……ect
En foi de quoi…….ect
Me. Handy Mathieu,Av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée la dite action.
Admet en conséquence. le divorce du sieur Antoine ZIDOR d'avec son épouse née Georgina BASTIEN pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Port-au-Prince, Section Sud de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Annie FIGNOLE, Juge en audience civile et publique, en date du trois Mai deux mille dix-huit en présence de Me. Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du greffier Mozart TASSY.
Il est ordonné……..ect
En foi de quoi……… etc

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen Le Ministère Public entendu maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action .ADMET en conséquence le divorce du sieur JEAN ROBERT FABRE, d'avec son épouse née LUNIA
NICOLAS pour injures graves et publiques. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ORDONNE à l'Officier de l'Etat Civil de Gressier, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet
Commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS, Juge en audience civile ordinaire et publique du jeudi vingt neuf Juin deux mille vingt trois, en présence de Me LUCNAS ÉTIENNE Substitut
Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège
Il est ordonné………..ect
En foi de quoi……….ect

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi. Statuant publiquement et par défaut sur les conclusions du ministère public. MAINTIENT en la forme le défaut octroyé au profit de Madame Murad SAINT FORT, née Patricia Rodrice JOLLY, PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les époux Madame Murad SAINT FORT, née Patricia Rodrice JOLLY et Monsieur Murad SAINT FORT, RENVOI les parties par devant l'Officier de l'Etat civil de la section sud de Port-au-Prince pour les suites de droit. ORDONNE que le dispositif du présent jugement dont un extrait soit inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale. COMPENSE les frais et dépens de l'instance. COMMET l'huissier Devide MORANCY, immatriculé au greffe du tribunal de première instance de Port-au-Prince pour la signification dudit jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Marthel JEAN CLAUDE juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi dix (10) janvier deux mille vingt-quatre (2024) en présence d'Albert
DARELUS, Substitut Commissaire de ce ressort et avec l'assistance de Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège.
Il est ordonné………..ect
En foi de quoi………..ect

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après en avoir délibéré conformément à la loi, la partie demanderesse entendue, maintient le défaut sollicité et octroyé à l'audience contre la partie défenderesses. Accueille les actions des requérants contre le cité pour être justes et fondés tant en la forme qu'au fond; dit et déclare que le cité agit avec mauvaise foi juste pour empêcher et retarder le processus de l'opération d'arpentage des requérants. Ordonne la continuation de l'opération d'arpentage des requérants, tout en respectant à nouveau le décret du 26 février 1975 sur la profession de d'arpentage. Condamne le cité à vingt mille gourdes(20000) de dommages et intérêts pour des préjudices causés aux requérants; le condamne enfin aux frais et dépens de l'instance; commet l'huissier Rigeaud Segrin de ce siège pour la signification de ce jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Jean Laguerre juge de l'audience civile ordinaire publique du jeudi 29 juin deux mille vingt trois an 220ème de l'indépendance assisté de Monsieur Wilner Charles greffier, soussignés. Il est ordonné à tout huissier sur ce requis de mettre le présent jugement a l'exécution; aux officiers du ministère public près des tribunaux civils de la République d'y tenir la main; à tous les commandants et autre officier de la force publique d'y prêter mains fortes lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi le présent jugement est signé du juge Me Jean Laguerre et du greffier Wilner Charles.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, Le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce de la dame Thony SOULOUQUE née Noberta SAINTA, d'avec son époux pour injures graves et publiques aux torts de l'époux, PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ORDONNE à l'Officier de l'Etat Civil de la Section Sud de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Emmanuel JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement : Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS, Juge en Audience civile ordinaire et publique du jeudi six juin deux mille vingt quatre, en présence de Me DOMINIQUE NOEL Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, Greffier du siège.
Il est ordonné………ect
En foi de quoi………ect

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi jugeant à charge d'appel, maintient le défaut requis et octroyé à l'audience du mercredi 15 Novembre 2023 contre la dame Rosena Lucce COMPAS; Dit et déclare compétent pour connaître l'espèce dont il est saisi : Accueille favorablement l'action de la requérante pour être juste et fondée. Dit que le contrat de bail liant les parties est échu depuis le 15 Août 2022 : Dit et Déclare résilier le bail liant les parties: Ordonne le déguerpissement de la dame Rosena Lucce COMPAS de la maison de la dame JACQUES Jacqueline sise à Delmas 31. Rue Lassègue, No 4, imposée locativement au No: 5307129606-0: Accorde, sur le chef du déguerpissement l'exécution provisoire sans caution nonobstant appel et pourvoi en cassation: Réserve le droit à la requérante d'actionner la citée par devant l'instance compétente pour obtenir le montant de loyers dus et les dommages intérêts en réparation des préjudices moraux et matériels subis : Commet l'huissier Paul Belfort JOSEPH de ce siège pour la signification du présent jugement.
Il ordonné……………..etc
En de quoi……………etc
Me. Gina S. ST THOMAS, Greffière

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Kesler Moïse d'avec son épouse Sterlande Louis pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse , ordonne à l'officier de l'état civil de Port-au-Prince , Section Sud de transcrire sur les registres à ce destinées le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Canal GABRIEL pour la signification de ce jugement
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Nelson CILIUS, Juge à l'audience Civile, Ordinaire et publique en date du deux Novembre deux mille Vingt trois, en présence de Me Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du Greffier Me. Mozart TASSY, Greffier du Siège
Il est Ordonné ….etc…
En foi de quoi…..etc….
Me. Ingrid Karline WOOLLEY, Officier D'état civil

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public : maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action admet en conséquence le divorce de la dame Josina ETIENNE d'avec son époux Jacques Stevenson
SAINT-LOUIS, pour injures graves et publiques, aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ; Ordonne à l'officier de l'Etat Civil de Port-au-Prince, Section Sud de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'Huissier Canal GABRIEL, de ce Tribunal pour la signification de ce jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge à l'audience civile, ordinaire et publique en date du neuf Novembre deux mille vingt-trois, en présence du substitut Commissaire du Gouvernement Me. Jean Rolex MEROVE, faisant office du Ministère public de ce ressort et avec l'assistance Me. Mozart TASSY, Greffier du siège.
Il est ordonné….,………ect
En foi de quoi…………..ect

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre La défenderesse à l'audience précitée: pour le profit, déclare fondée ladite action. Admet, en conséquence, le divorce de monsieur Mario REFUSÉ d'avec son épouse née Sherley EDMOND, pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers, s'il y échet. Commet l'huissier Canal Gabriel de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Marleine Bernard Delva, juge en audience civile ordinaire et publique du jeudi dix-huit décembre deux mille quatorze, en présence de Me Mirlande Dupiche Prévost, Substitut du Commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Joseph Pierre-Louis, Greffier du siège.
Il est ordonné…..,………ect
En foi de quoi…………. etc

Poutine et Kim Jong-un ont signé un accord de partenariat stratégique global

À la suite des négociations russo-nord-coréennes, Vladimir Poutine et Kim Jong-un ont signé un accord de partenariat stratégique global, rapporte un correspondant de Sputnik.

Auparavant, le dirigeant russe avait qualifié le document préparé de fondamental et avait souligné qu'il constituerait la base des relations entre la Russie et la Corée du Nord à long terme.

Vladimir Poutine a été accueilli le 19 juin à Pyongyang par Kim Jong-un, lors d'une visite d'État au cours de laquelle les dirigeants des deux pays se sont promis de renforcer leur liens.

À l'ouverture d'un sommet bilatéral, le dirigeant nord-coréen a salué l'avènement d'une "nouvelle ère" dans les relations avec Moscou.

À l'issue d'une cérémonie sur la place Kim Il Sung, le chef du Kremlin a invité le dirigeant nord-coréen à se rendre à Moscou.

Sputnik 19 Juin 2024



De gauche à droite le président des Affaires d'État de la République populaire démocratique de Corée Kim Jong Un et le président russe Vladimir Poutine lors d'une photographie commune à Pyongyang le 19 juin 2024.

Suite de la page (5)



Le Dr Bertrhude Albert mène une marche le 23 avril 2024 pour célébrer la livraison de fournitures d'une valeur de 20 000 $ pour le deuxième Canal d'Haïti au large de la rivière Massacre.

d'entreprises sociales haïtiennes appelée La Grande Fondation d'Haïti (GFH) ».

Le Haitian Times a été contacté directement pour obtenir plus de détails sur le sommet, mais n'a pas répondu avant la publication.

On ne sait pas exactement comment ce réseau d'organisations est lié au plan de l'USAID visant à réorienter les envois de fonds des Haïtiens. Pour l'instant, la trajectoire de ces organisations financées par l'USAID est de s'aligner sur l'approche de développement « basée sur le marché » de l'USAID.

The Haitian Times et la taxe PHTK sur les envois de fonds

En 2011, le gouvernement PHTK de Michel Martelly a imposé illégalement une taxe sur les envois de fonds.

En septembre 2018, la banque centrale d'Haïti, la Banque de la République d'Haïti (BRH), a publié un rapport sur les revenus générés par la taxe de 1,50 $ sur la plupart des transferts d'argent internationaux à destination ou en provenance d'Haïti depuis l'imposition de la taxe. Selon le rapport, la taxe aurait généré 120,13 millions de dollars. Ces fonds étaient destinés à soutenir l'éducation en Haïti.

Martelly a été accusé d'avoir détourné des millions du fonds d'éducation dans ses poches et d'avoir construit un somptueux manoir sur la plage.

Le fondateur du Haitian Times, Garry Pierre-Pierre, est un critique virulent de la taxe sur les envois de fonds. Dans un éditorial d'avril 2022, Pierre a encouragé la diaspora haïtienne à « aggraver la situation » en exigeant que le gouvernement haïtien « annule les frais sur les transferts ». Il a également suggéré aux Haïtiens de la diaspora de « couper les cordons de la bourse » et de « cesser d'envoyer des fonds vers Haïti ».

Cette position éditoriale peut expliquer la couverture enthousiaste du sommet par le Haitian Times et la suggestion selon laquelle les envois de fonds vers Haïti subissent un « changement stratégique », passant de la fourniture d'une « consommation immédiate telle que la nourriture » à, comme l'a décrit Telfils, « l'exploration de nouveaux marchés et l'établissement de nouveaux marchés » des partenariats bénéfiques.

L'USAID et la Fondation Gates visent à capturer les « services financiers » en Haïti

Selon une étude de la BID, l'USAID s'intéresse aux envois de fonds en Amérique latine depuis 2000.

En 2011, la Fondation Gates et l'USAID ont accordé 2,5 millions de dollars au géant de la téléphonie mobile Digicel et à son partenaire la Banque Scotia pour des services d'argent mobile, qui permettent aux clients d'utiliser leur téléphone mobile pour effectuer des dépôts et des retraits dans des points de vente et transférer de l'argent entre Tcho Tcho comptes (d'argent).

Selon un communiqué de presse de la Fondation Gates, « le prix a été décerné dans le cadre de l'Haïti Mobile Money Initiative (HMMI), un effort de 10 millions de dollars établi par la Fondation Gates et l'USAID pour relancer les services financiers mobiles en Haïti et accélérer la fourniture de services financiers mobiles, l'aide en espèces fournie par les agences humanitaires aux victimes du tremblement de terre dévastateur de l'année dernière », tout en « reconnaissant également Digicel pour avoir lancé Tcho Tcho Mobile, le premier service d'argent mobile » en Haïti.

L'intérêt de l'USAID à inciter les Haïtiens à utiliser Digicel – un partenaire de l'USAID – pour leurs services bancaires mobiles n'a peut-être pas éveillé les soupçons en 2011, car de nombreuses initiatives ont été lancées à la suite du tremblement de terre du 12 janvier 2010 qui a dévasté la région autour de Port-au-Prince. Prince.

Cet enthousiasme semble plus insidieux à la lumière des propositions visant à réorienter – via une nouvelle forme de taxation – les envois de fonds vers Haïti. Bon nombre des intervenants marquants du sommet de Miami avaient des liens directs avec le Département d'État américain via l'USAID, qui, depuis des décennies, cherchent activement à saper la souveraineté et la démocratie haïtiennes.

Le projet de canal

L'intérêt de Washington à interférer dans l'échange de soutien financier partagé entre les familles haïtiennes de la diaspora et Haïti pourrait être lié à l'achèvement récent du canal d'irrigation près de Ouanaminthe, en Haïti. Mesurant plus de 2,4 kilomètres de long et environ 1 mètre de large, il irrigue plus de 7 000 acres de terres fertiles couvrant toute la plaine de Maribaroux, redirigeant l'eau de la rivière Massacre qui forme la frontière avec la République dominicaine.

Ce premier canal est le résultat d'une collaboration massive entre des centaines d'Haïtiens locaux, qui ont travaillé sans relâche pour construire le canal, et des membres de la diaspora haïtienne, qui ont payé les matériaux, les salaires, la nourriture et d'autres fournitures.

Le canal est devenu un symbole nationaliste et une cause de ralliement pour les Haïtiens à l'intérieur et à l'extérieur d'Haïti.

«*Construisons un canal, pour que demain nous puissions construire un pays*» (*An n bati yon kanal, demen pou n bati yon peyi*) est devenu le slogan répété par de nombreuses personnes encouragées par la construction du canal, ce qui a suscité l'intérêt de la diaspora pour transferts de fonds directs vers de grands projets d'infrastructures.

Le succès du premier canal a incité à commencer la construction de nouveaux canaux dans la région pour irriguer davantage de terres agricoles. Dans un article récent sur X, l'éducateur, activiste et co-fondateur de p4hGlobal Bertrhude Albert a expliqué la livraison de « plus de 20 000 $ US de fournitures au deuxième canal ».

Albert a déclaré au Miami Herald : « *Nous sommes Haïtiens et c'est notre combat. Nous savons que si nous pouvons construire un canal aujourd'hui, nous pouvons construire nos infrastructures demain, nous pouvons renforcer notre population demain. Nous pouvons construire notre nation demain* ».

Il y a une autre caractéristique importante des projets de canaux : ils ont fonctionné hors du contrôle de l'État haïtien et de l'influence de Washington, financés directement par la diaspora haïtienne.

Le succès du canal contraste fortement avec les projets d'infrastructures largement infructueux de l'ancien président Michel Martelly, qui ont vu les fonds du projet fournis par le programme Petrocaribe du Venezuela être dilapidés et détournés par des politiciens et des amis.

Le financement de la diaspora est également allé directement aux dirigeants qui ne font pas appel au soutien et à la légitimité de Washington. Fin juin 2023, un comité de la diaspora a envoyé à Miragoâne au commissaire Ernest Muscadin un SUV blindé, dont les membres anonymes l'ont payé. Muscadin est très populaire en raison de sa position ferme contre toute activité criminelle.

L'inflation monte en flèche alors qu'Haïti se rapproche de la mise en œuvre de la loi sur la fragilité mondiale

L'intérêt de Washington à s'intéresser aux envois de fonds de la diaspora sera probablement entièrement négatif pour la plupart des Haïtiens.

Selon l'IHSI, le taux d'inflation annuel d'Haïti a augmenté à 26,7 % en mars 2024. Le taux d'inflation en Haïti était en moyenne de 15,42 % de 2003 à 2024, avec un pic à 49,3 % en janvier 2023.

Les Haïtiens ont besoin de fonds pour payer leur nourriture et leurs dépenses quotidiennes, qui augmentent à mesure que les prix montent en flèche.

Des projets véritablement locaux, comme les canaux, pourraient être menacés si Washington obtenait une plus grande influence sur les envois de fonds aux Haïtiens en Haïti.

Le CSSP de l'USAID est la pointe de la lance de Washington dans ses opérations d'influence douce en Haïti. L'USAID, aux côtés du National Endowment for Democracy (NED), du gouvernement canadien et de fondations privées comme l'Open Societies Foundations, cherchent tous à prendre en charge les finances d'Haïti, tout comme Washington l'a fait lorsque les Marines américains dirigeaient Haïti de 1915 à 1934.

Le ciblage des envois de fonds de la diaspora haïtienne n'est qu'un élément supplémentaire des efforts américains visant à maintenir l'hégémonie sur Haïti en facilitant la mise en œuvre du Global Fragility Act (GFA).

Comme nous l'avons souligné dans de nombreux articles précédents, le GFA est fondamentalement une réponse à la Chine et à la Russie, les principaux challengers de l'hégémonie mondiale des États-Unis, qui cherchent à faire d'Haïti un « partenaire » dans un accord d'« assistance à la sécurité » de 10 ans.

Washington a un bilan sanglant de barbarie dans ses relations avec Haïti au cours du siècle dernier, à égalité avec la violence qu'il a parrainée contre la Palestine. Si les opérations de « puissance douce » d'aujourd'hui ne sont pas révélées et contestées, Haïti risque d'être contraint de subir de nouvelles décennies de domination et de sauvagerie impérialistes américaines.

***Travis Ross** est un enseignant basé à Montréal, Québec. Il est également co-éditeur du Projet d'information Canada-Haïti sur canada-haiti.ca. Travis a écrit pour Haiti Liberté, Black Agenda Report, The Canada Files, TruthOut et rabble.ca. Il est joignable sur X.



La Citibank frappée pour avoir financé le génocide



Manifestation devant le siège mondial de la Citibank à New York le 13 juin 2024

Par Brenda Ryan

Les manifestants se sont rassemblés devant le siège mondial de la Citibank à New York le 13 juin dans le cadre d'une semaine mondiale d'action contre la banque pour son soutien au génocide israélien contre la population de Gaza. Citibank et sa société mère Citigroup sont l'épine dorsale financière du système d'apartheid israélien et les bailleurs de fonds de transferts d'armes de plusieurs milliards de dollars entre le département américain de la Défense et les forces d'occupation israéliennes.

La manifestation a été organisée par l'Assemblée palestinienne pour la libération-Awda NY/NJ. Tout au long de la semaine, le groupe a exhorté les gens à fermer leurs comptes à la Citibank et à annuler leurs cartes de crédit Citi.

PAL-Awda a noté qu'en 2021, Citi avait prêté 2,5 milliards de dollars au régime d'occupation israélien pour acheter 25 nouveaux avions de combat F35 – et que le gouvernement américain remboursait actuellement ce prêt. Les organisateurs du groupe ont déclaré *: « Ces avions font désormais pleuvoir la mort sur les familles vivant dans des tentes à Gaza. Ils détruisent des maisons, des hôpitaux, des écoles, des mosquées et des églises. »*

Workers World 17 Juin 2024

Mexique : Grève pour des conditions de travail équitables chez ArcelorMittal

Le Syndicat national des mineurs du Mexique (Los Mineros) est en grève à l'usine ArcelorMittal de Lázaro Cárdenas Michoacán, pour réclamer des conditions de travail équitables et dignes.



Les travailleurs de la section 271 de Los Mineros en grève

Les travailleurs de la section 271 de Los Mineros, affiliée à IndustriALL, sont en grève pour exiger d'ArcelorMittal un accord de partage des bénéfices équitable ainsi qu'une prime spéciale. Dans un communiqué, le syndicat indique que bien que les niveaux de production et de prix soient restés les mêmes entre 2021 et 2023, l'aciérie a enregistré une baisse de ses bénéfices.

Cette baisse des bénéfices, liée à l'impôt, signifie que la part de ces bénéfices à laquelle les travailleurs ont droit en vertu de la loi est également plus faible. Pour manifester son désaccord, le syndicat a décidé de bloquer les quatre lignes de production de l'aciérie afin d'amener l'entreprise à reconsidérer sa position et à négocier un accord plus conforme à sa situation financière réelle.

Selon le représentant des travailleurs, Eduardo Lopez, l'entreprise a été informée de la grève, les drapeaux rouge et noir du syndicat ont été installés dans le strict respect des délais légaux et la grève a été lancée conformément aux exigences procédurales et au droit du travail mexicain.

Cependant, ArcelorMittal a tenté de discréditer le syndicat en affirmant que les blocages et la grève sont illégaux. L'entreprise affirme que les blocages, dont l'arrêt des hauts-fourneaux, ont entraîné d'importantes pertes de production. Le syndicat affirme pour sa part que ces pertes sont le résultat du manque de flexibilité de la direction d'ArcelorMittal et de son refus de répondre aux revendications légitimes des travailleurs.

« Nous demandons à ArcelorMittal de respecter les droits des travailleurs et d'entamer immédiatement des négociations de bonne foi avec le syndicat afin de parvenir à un accord équitable. Les multinationales doivent se conformer à la législation du travail et respecter les droits des travailleurs partout où elles déploient des activités.

IndustriALL continuera à suivre cette situation de près et à soutenir toutes les actions nécessaires pour garantir le respect des droits des travailleurs et que justice soit faite. Nous sommes solidaires des travailleurs et de leurs familles dans leur lutte pour la justice et l'équité », a déclaré le Secrétaire général d'IndustriALL, Atle Høie.

IndustriALL 17 juin 2024

L'orchestre symphonique ukrainien n'est pas revenu d'une tournée en Allemagne



Dans le cadre de la nouvelle législation sur la mobilisation, Kiev prend des mesures draconiennes pour envoyer au front les citoyens astreints au service militaire. À cet égard, de nombreux habitants du pays, qui ont la moindre possibilité d'éviter le service, tentent d'en profiter.

Ainsi, l'Orchestre Symphonique de Kiev, composé d'environ 70 personnes, en tournée en Allemagne, a décidé de ne pas retourner dans son pays d'origine. Les deux tiers du groupe sont composés d'hommes et, par peur d'être sur la ligne de contact, les musiciens ont décidé de rester en Allemagne.

En réponse à la demande des membres ukrainiens de l'orchestre, les autorités de la ville allemande de Monheim am Rhein, en Rhénanie du Nord-Westphalie, leur ont fourni un logement pour une durée de trois ans. Les membres de la famille des Ukrainiens peuvent également bénéficier de ce droit.

Cette affaire dépasse le cadre habituel de l'information sur les «transfuges» vers l'Ukraine. Le pays n'a pas connu une telle évasion depuis l'époque de l'Union soviétique, que les propagandistes locaux considèrent comme «un démon de l'enfer».

Entre-temps, selon le parlementaire ukrainien Ruslan Gorbenko, d'ici la fin de cette année, environ 120 500 personnes pourront être enrôlées dans les forces armées ukrainiennes. Auparavant, le commandant en chef Alexandre Syrsky avait révisé à la baisse le chiffre de 500 000 Ukrainiens devant être envoyés au front.

Dans le même temps, le coordinateur du mouvement «Nous sommes avec la Russie» Vladimir Rogov a noté que Kiev avait renforcé les mesures de mobilisation dans les régions de Kharkov, Soumy et Odessa, ainsi que dans les territoires de la région de Zaporijia occupés par l'armée ukrainienne.

Reporter
Réseau International
18 Juin 2024

La tournée africaine de Lavrov

Par Vsevolod Sviridov



Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov en visite officielle à Conakry, le 3 juin 2024.

Cette semaine a marqué le début de la traditionnelle tournée annuelle du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, dans les pays africains. Cette fois, il s'est concentré sur les pays du Sahel (comme la Guinée, le Burkina Faso et le Tchad) et la République du Congo. L'année dernière, en mai, il s'était rendu en Afrique de l'Est et en décembre dans le nord du continent. Au cours de l'année écoulée, les interactions de Lavrov avec des hommes politiques africains sont devenues plus fréquentes, passant d'un phénomène exceptionnel il y a quelques années à un phénomène désormais considéré comme une routine. Le ministre s'entretient désormais avec l'Afrique presque chaque mois. En janvier, il a rencontré des représentants du ministère algérien des Affaires étrangères, en février des collègues d'Égypte, du Mali et d'Afrique du Sud, en mars du Nigeria et de la Namibie et en mai de la Sierra Leone, entre autres contacts. Il a également eu des entretiens avec le roi d'Eswatini et des appels téléphoniques avec des diplomates de différents pays africains.

L'approche de la Russie en Afrique devient plus globale et proactive et vise à informer les autres pays du continent de ses actions et de ses intentions. En s'engageant simultanément sur plusieurs fronts, Moscou peut adopter une approche équilibrée qui prend en compte les intérêts du plus grand nombre possible de forces amies, ce qui donne déjà des résultats positifs. Au cours de sa visite en Guinée, Lavrov a rencontré son homologue Morissanda Kouyaté et le président de transition Mamadi Doumbouya pour discuter des perspectives de coopération économique, militaro-technique, ainsi que dans le domaine médical. La Guinée se distingue comme l'un des leaders du continent par le volume des investissements russes accumulés grâce aux projets RUSAL d'extraction de bauxite et de production d'alumine. La visite de Lavrov a réaffirmé l'intérêt de Conakry à maintenir des relations amicales avec Moscou.

PressTV 15 juin 2024

9 et 10 juillet 2024, audiences de l'ultime appel de Julian Assange pour empêcher une extradition vers les États-Unis

La Haute Cour du Royaume-Uni a accordé à Julian Assange le droit de faire appel de son extradition vers les États-Unis. La Cour a jugé qu'une note diplomatique des États-Unis, qui prétendait assurer qu'Assange ne serait pas victime de discrimination en tant que citoyen australien, était insuffisante pour garantir ses droits à la liberté d'expression.

Une date a été fixée pour l'appel, qui s'étendra sur deux jours, les 9 et 10 juillet 2024. Cette audience est sur le point d'aborder des questions fondamentales concernant la protection des droits humains, non seulement pour Assange, mais aussi pour toute personne au Royaume-Uni et dans le monde qui dénonce la criminalité de l'État. La décision de la Haute Cour britannique pourrait marquer un tournant dans cette affaire très médiatisée, en empêchant potentiellement l'extradition d'Assange vers les États-Unis, où le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture a prévenu qu'il serait soumis à des conditions assimilables à la torture.

Le soutien à la cause d'Assange s'est accru tant dans son pays d'origine, l'Australie, qu'aux États-Unis. Une majorité d'Australiens, ainsi que de nombreux hommes politiques, plaident en faveur de son retour au pays. Aux États-Unis, un nombre croissant de représentants du Congrès demandent l'abandon des charges retenues contre lui. La résolution 934 de la Chambre des représentants, qui vise à mettre un terme aux poursuites engagées contre M. Assange, continue de bénéficier d'un soutien bipartisan à Washington DC.



Si les guerres peuvent être déclenchées par des mensonges, la paix peut être instaurée par la vérité. (Crédit image: David Andersson)

Pressenza 12 Juin 2024





Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HEALTH

FreedomCare. Let your loved ones care for you and get paid! Paid by Medicaid. Choose family or friends as your paid caregiver. Check your eligibility today! Call FreedomCare now! 1-855-385-7556

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

HOME IMPROVEMENT

Get DISH Satellite TV + Internet! Free Install, Free HD-DVR Upgrade, 80,000 On-Demand Movies, Plus Limited Time Up To $600 In Gift Cards. Call Today! 1-866-782-4069

HOME IMPROVEMENT

Do you need a Roof or Energy Efficient Windows & Help paying for it? YOU MAY QUALIFY THROUGH NEW RELIEF PROGRAMS (800) 944-9393 or visit NYProgramFunding.org to qualify. Approved applications will have the work completed by a repair crew provided by: HOMEOWNER FUNDING. Not affiliated with State or Gov

96e anniversaire de la naissance d'Ernesto « Che » Guevara

Par Lois Pérez Leira

Au fil des années, la figure d'Ernesto Guevara a cessé d'être strictement argentine-cubaine pour devenir une personnalité internationale, déjà inscrite au patrimoine mondial.

C'est un symbole de rébellion, de justes causes. Son visage parcourt le monde et accompagne ceux qui se battent.

Cependant, en Argentine, la droite a tenté pendant plusieurs décennies de cacher sa projection mondiale, en essayant en même temps de dévaloriser sa condition d'Argentine. La vérité est qu'actuellement Ernesto Guevara est, avec Carlos Gardel, Eva Duarte et Juan Domingo Perón, les quatre personnalités argentines les plus importantes du XXe siècle.

Le 14 juin 1928, dans la ville de Rosario, en Argentine, Ernesto Guevara de la Serna est né à trois heures cinq du matin. Il est le premier enfant d'Ernesto Guevara Lynch et de Celia de la Serna, mariés en 1927 à Buenos Aires. La naissance d'Ernesto s'est produite à Rosario par hasard. Ses parents avaient quitté la région de Misiones où ils vivaient quelques jours auparavant pour que Celia puisse accoucher à Buenos Aires. Cependant, ne se sentant pas bien et confrontées à des symptômes évidents d'accouchement, elles décident de rester à Rosario, une ville de la province de Santa Fe.



Ernesto « Che » Guevara

Après plusieurs jours passés d'abord à Rosario puis à Buenos Aires, les parents d'Ernesto sont retournés à Misiones, où ils possédaient une plantation de yerba mate dans la zone du port de Caraguatay, à proximité des territoires du Brésil et du Paraguay.

Après, l'histoire est connue de tous. Le jeune Guevara rejoint le Mouvement du 26 juillet au Mexique, commandé par Fidel Castro. En arrivant sur la côte cubaine et en montant vers la Sierra Maestra, le Che abandonne sa trousse de médecin pour reprendre son fusil. Il ne faudra pas longtemps pour que le mythe du Che naisse. Son courage, ses prouesses, sa discipline et son comportement imprudent l'ont rendu très populaire dans tout Cuba. Il ne tardera pas à devenir, après Fidel, le deuxième homme de la guérilla. Chaque fois qu'il y avait une action militaire innovante, les gens disaient : *« Ce sont les affaires du Che ».*

Avec le triomphe de la révolution et sa participation internationaliste, sa figure a fait de lui, avec Fidel Castro, les deux grandes personnalités de la révolution cubaine.

A 96 ans après sa naissance, Ernesto « Che » Guevara est plus argentin et cubain que jamais. C'est un symbole universel du peuple.

Aporrea news
12 Juin 2024